

Masse sonne le glas des «accréditatives»

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Près de trois cents représentants et défenseurs du régime des actions accréditatives dans l'industrie de l'exploration minière ont été vivement déçus hier d'entendre le ministre de l'Énergie, des Mines et Ressources, Marcel Masse leur annoncer que la décision de son collègue des Finances, Michael Wilson, de faire disparaître graduellement le régime d'actions accréditatives était irrévocable.

Pendant toute la journée, dans un hôtel de la Capitale, des orateurs se sont relayés pour vanter les mérites de ce programme institué en 1983 par le gouvernement libéral pour favoriser l'exploration minière et combattre le chômage chronique des régions éloignées.

Ce programme permettait aux Ca-

nadiens d'obtenir un déduction fiscale de 133 p. cent pour des investissements effectués dans des travaux d'exploration minière en achetant des actions offertes par des petites et moyennes entreprises de ce secteur.

Même s'il a pris la peine de signaler à son auditoire, qui attendait beaucoup de son intervention, son appui à l'objectif poursuivi par les membres du «Comité canadien pour la sauvegarde des accréditatives», le ministre a laissé un goût amer dans la bouche de ceux qui s'attendaient à plus de sympathies de sa part.

«Mes collègues du gouvernement et moi, a d'abord indiqué M. Masse, savons très bien que les actions accréditatives financent présentement plus de 70 p. cent des travaux préliminaires d'exploration au Canada et qu'au Québec les dépenses consenties à ce chapitre ont augmenté de 150 p. cent entre 1983 et 1986.»

Le ministre est allé même jusqu'à dire à ces porte-parole de toute ce secteur économique qu'il reconnaissait que le statut particulier de l'industrie de l'exploration minière n'avait «rien d'artificiel ou de gratuit».

Pourtant, il a poursuivi en leur signalant que le gouvernement et le ministre des Finances devaient résister à la tentation «de marginaliser une industrie et d'ainsi détruire ses perspectives à moyen et à long termes».

«Je ne peux souscrire, a précisé M. Masse, à des mesures visant à soustraire le secteur de l'exploration minière aux impératifs du marché, ou à des dispositions fiscales qui récompensent l'activité au détriment des résultats.»

«Nous croyons, a-t-il poursuivi, que les décisions qui sont prises en matière d'exploration et de mise en



Marcel Masse PHOTO D'ARCHIVES

valeur doivent être fondées sur des considérations commerciales et géologiques plutôt que sur des impératifs politiques ou des avantages fiscaux.»

Le ministre a mentionné qu'il ne pouvait faire d'exception dans la politique de la réforme fiscale pour une seule industrie, prôner l'égalité fiscale et a rappelé, qu'à l'exception d'une prolongation de deux mois, la suppression progressive du programme des actions accréditatives se poursuivrait.

Les taux applicables demeureront de 33 1/3 p. cent jusqu'au 30 juin

1988, passeront à 16 2/3 p. cent à compter du premier juillet 1988 et jusqu'au 28 février 1990 comme le prévoit la réforme fiscale.

Les prospecteurs auraient préféré entendre le ministre leur dire qu'il ne fallait pas toucher à un programme qui a fait ses preuves et fonctionné à merveille depuis 1983. M. Masse leur a tout simplement signalé que les actions accréditatives avaient été instaurées pour répondre à un besoin ponctuel. «Il demeure, a-t-il dit, que la conjoncture n'est plus, en 1988, la même qu'en 1983.»

Le ministre s'est dit convaincu que de vouloir appliquer «aveuglément aujourd'hui des solutions élaborées en fonction d'une crise qui sévissait en 1983» pourrait miner une croissance durable «que nous souhaitons tous».

Le ministre Masse a été à peine applaudi à la fin de son allocution, même s'il a pris la peine de transmettre les promesses de son collègue des Finances quant à la poursuite des consultations avec l'industrie et l'assurance que le gouvernement interviendrait, si jamais la situation économique s'envenimait au cours des ans, par la mise en place «dans certaines régions du pays» d'une assistance temporaire «qui pourrait s'avérer nécessaire».

«Je reconnais, a conclu M. Masse, comme d'ailleurs mon collègue, le ministre des Finances, que la réforme fiscale proposée pourrait avoir des conséquences particulières sur le financement de ces entreprises junior. Le gouvernement, dans le respect de son engagement, est prêt à envisager les mesures correctives nécessaires si les modifications mises de l'avant dans le cadre de la réforme fiscale portaient atteinte à la viabilité de l'exploration minière.»



Alain Dubuc

Un dollar à 80 cents, ça se paye!

Lisez les journaux, ou regardez un bulletin télévisé: quand le dollar monte, comme c'est le cas maintenant, c'est une bonne nouvelle, un indicateur économique qui met de bonne humeur.

Notre devise grimpe lentement, mais sûrement. A 79,49 cents, elle frôle le seuil magique des 80 cents américains, une chose que l'on n'avait pas vue depuis quatre ans et qui, en plus, fait oublier l'infâme 69 cents d'il y a deux ans.

Si c'est une bonne nouvelle, elle coûte cher. Il y a en effet un coût à maintenir élevé le niveau d'une monnaie. Ce coût n'a rien d'abstrait; les Canadiens devront le payer de leur poche, en dollars et en cents. Ça leur reviendra pas mal plus cher que les quelques dollars qu'ils pourront économiser en Floride grâce à une «passe» à 80 cents.

C'EST BON POUR L'ÉCO

Il y a toutes sortes de raisons pour se réjouir de la force du dollar. Mais, d'une façon ou d'une autre, elles tiennent plus des sentiments que de l'économie.

Tout d'abord, il y a bien du monde pour qui le dollar ne sera à un niveau acceptable que lorsqu'il redépasse le niveau du dollar US. Ils se souviennent du bon vieux temps, celui d'avant 1976, et ont du mal à s'habituer à un dollar amputé. En fait, ils sont sensibles au prestige d'une monnaie forte et sont un peu humiliés depuis dix ans.

Deuxièmement, il y a les touristes, très nombreux dans un pays comme le Canada et qui souffrent de la faiblesse du dollar. Le passage de 77 à 80 cents représente \$80 de moins pour un voyage qui coûte \$2 000, ou encore \$280 de moins qu'il y a deux ans. La réaction est normale parce que le seul cas où des citoyens sont directement touchés par le taux de change, c'est quand ils quittent le pays. Mais ce qui est bon pour un touriste canadien est, par définition, mauvais pour l'économie, puisqu'ils dépendent leurs dollars ailleurs; c'est une fuite de capitaux et des emplois créés dans d'autres pays.

Enfin, il est difficile de ne pas voir dans la remontée de notre dollar un signe de santé économique. Actuellement, les choses ne vont pas si bien. Il y a eu le krach boursier en octobre, la crise du dollar américain, l'annonce d'un ralentissement pour 1988 et peut-être même d'une récession pour 1989. La remontée du dollar semble donc être une nouvelle qui, pour une fois, va dans le sens contraire.

SIGNE DE FIEVRE, OU DE SANTE?

Cela peut être doublement faux: une monnaie ne monte pas nécessairement parce que l'économie va bien et, en plus, dans bien des cas, cette réévaluation aura des effets nuisibles sur le plan économique.

L'absence de lien entre le taux de change et la santé de l'économie est facile à démontrer. Le cas japonais est clair: non seulement tout allait bien avec un yen faible mais en plus, ce pays a frôlé une crise, il y a un an, quand sa devise a grimpé en flèche. La même mécanique s'applique au Canada: le fait que notre dollar soit de sept p. cent plus élevé qu'il y a un an augmentera d'autant le prix de nos produits aux USA. Cela affectera nos exportations, et donc nos emplois.

Le bond spectaculaire d'un tiers de cent de notre dollar dans la journée de lundi n'a pas non plus de fondement économique sérieux. L'explication officielle est bien sûr la publication par Statistique Canada des résultats économiques pour 1987. On apprendrait en effet que le taux de croissance du PIB canadien a été très fort au quatrième trimestre avec 6 p. cent, ce qui donne une progression de 3,9 p. cent pour l'ensemble de l'année.

Pourquoi cela ferait-il monter le dollar? Depuis des mois, on s'attendait à un taux de croissance de 3,8 p. cent; les chiffres de lundi ne font que confirmer les prévisions. En outre, le quatrième trimestre de 1987 a compensé il y a cinq mois; ça commence à être vieillot.

On voit mal au nom de quelle logique le dollar canadien grimperait parce que son économie allait bien il y a cinq mois! En principe, on peut supposer que les spéculateurs ont les yeux tournés vers l'avenir.

CE QUI FAIT GRIMPER LE DOLLAR

Mais alors, pourquoi notre dollar grimpe-t-il? Il y a un facteur économique, le fait que l'inflation est maintenant moins forte au Canada qu'aux USA: un écart de taux d'inflation entraîne presque automatiquement un rééquilibrage des taux de change.

Il y a aussi des facteurs extérieurs. Le dollar canadien va bien non pas parce que l'économie canadienne va bien, mais parce que celle des USA a des problèmes. D'une part, la faiblesse de la devise US se reflète dans la force de la nôtre, et, d'autre part, l'incertitude plus grande aux USA fait que l'on attire sans doute ici des spéculateurs qui, autrement, auraient misé sur l'économie américaine.

Mais la grosse raison, c'est que nos taux d'intérêt sont très élevés. D'habitude nos taux dépassent ceux des USA de un demi ou un point de pourcentage. Depuis le début de l'année, cet écart dépasse les deux p. cent; c'est beaucoup. En temps normal, la Banque du Canada provoque de tels écarts quand elle veut empêcher une dégringolade de notre monnaie. Et ce n'est pas une menace à l'heure actuelle.

Au contraire, comme notre dollar est élevé et stable, on pourrait même imaginer une situation où les taux d'intérêt seraient égaux dans les deux pays. Les taux plus bas encourageraient l'activité économique et la baisse du dollar qui en découlerait encouragerait nos exportations. Tout le monde serait content.

Faites le calcul. Si vous pouviez négocier votre hypothèque à 8 p. cent, au lieu de 10 p. cent, vous paieriez \$1 184 de moins par année pour un emprunt de \$80 000. Le même raisonnement s'applique à tous ceux qui empruntent des fonds: entreprises, gouvernements ou investisseurs.

C'est beaucoup d'argent. C'est là le prix à payer pour le plaisir et la satisfaction de voir notre dollar remonter la pente.

Sears: 244 emplois éliminés à St-Laurent

CLAUDE PICHER

Quelque 107 emplois à plein temps et 137 emplois à temps partiel seront supprimés aux bureaux de la société Sears Canada, à Saint-Laurent, d'ici au 31 mai. Ces pertes d'emplois surviennent dans le cadre d'un vaste programme de restructuration qui suppose la suppression de 500 postes à plein temps et de 600 postes à temps partiel à travers le Canada.

La compagnie possède une douzaine de bureaux de crédit et de comptabilité au pays. La restructuration prévoit le maintien de trois bureaux de crédit (à Vancouver, Kitchener et Ottawa) et trois bureaux de comptabilité (à Edmonton, Toronto et Montréal). Les opérations de comptabilité de la région de l'est du Canada ont déjà été regroupées à Montréal au cours des dernières années, mais cette intégration s'est faite sur une base graduelle, de sorte qu'elle ne s'est pas traduite par la création soudaine et massive de nouveaux emplois. Il en va autrement de la concentration des opérations de crédit, qui devront toutes être terminées d'ici trois mois.

Le bureau d'Ottawa sera responsable du Québec, des Maritimes, et de l'Est ontarien. Le regroupement signifie donc la fermeture du bureau de Halifax, en plus de celui de Montréal. Un porte-parole de la compagnie, Larry Moore, a déclaré, hier, que les employés actuels, à Montréal, se verront offrir un emploi au bureau d'Ottawa. La compagnie offre un programme de dédommagement pour les frais encourus lors du déménagement. Les employés qui sont âgés d'au moins 55 ans et qui ont au moins de dix ans de service se verront offrir un régime de retraite que la compagnie qualifie d'avantageux. Cette mesure touche environ 2 500 des 50 000 employés de Sears.

La compagnie compte environ 80 magasins à grande surface, dont quinze au Québec. Elle prévoit porter ce nombre à 17 cet automne, avec l'ouverture de deux nouveaux magasins à Deux-Montagnes et Rouyn-Noranda. «À eux seuls, ces deux nouveaux magasins emploieront plus de 225 personnes, ce qui compense pour les emplois perdus au bureau de crédit; nous comptons en outre accélérer notre expansion au Québec au cours des prochaines années», a ajouté le porte-parole.

En 1987, Sears Canada a réalisé un bénéfice net de \$107 millions sur un chiffre d'affaires de \$4 milliards. La compagnie, détenue à 60 p. cent par le groupe américain Sears Roebuck, est surtout connue pour ses grands magasins, mais détient également d'importants intérêts dans la société d'assurance Allstate et dans le fabricant d'appareils électroménagers Inglis. Elle est également active dans l'immobilier, le financement, la vente par catalogue et l'imprimerie.

Valeurs mobilières: entente entre Ottawa et Québec sur les compétences respectives

MIVILLE TREMBLAY

Québec a obtenu d'Ottawa le respect de ses compétences dans les valeurs mobilières. Les deux gouvernements ont conclu une entente de principe concernant le partage de leurs juridictions sur les institutions financières, et la signature d'un protocole pourrait survenir la semaine prochaine, a révélé hier M. Pierre Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

Mardi dernier, à Montréal, M. Fortier et le ministre d'État aux Finances, M. Tom Hockin, se sont entendus sur trois points:

- Québec reconnaît que le fédéral a des responsabilités quant à la stabilité des banques;
- Ottawa reconnaît que la province est responsable du secteur des valeurs mobilières;
- La Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) et le Surintendant des institutions financières s'échangeront toutes les informations souhaitées de part et d'autre.

Ces principes, qui apparaissent pourtant très élémentaires, ont du être négociés suite au problème posé par l'entrée des banques canadiennes et étrangères dans l'industrie des valeurs mobilières. Depuis toujours, les banques sont de juridiction fédérale et les courtiers de juridiction provinciale. Le litige concernait le statut des maisons de courtage propriété de banques.

Par ailleurs, M. Fortier a fait une violente sortie contre le président de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCO-VAM), M. Andrew Kniwasser qui, ces derniers jours, s'est prononcé en faveur de la création d'une commission nationale des valeurs mobilières. Celui-ci a souligné la difficulté qu'auraient les firmes étrangères à se retrouver dans le méandre réglementaire canadien.

«C'est de la foutaise. Le système actuel fonctionne très bien. Kniwasser représente-t-il les intérêts des Canadiens ou des étrangers? Doit-on tout bouleverser pour les étrangers? If ain't broke, don't fix it», a lancé le ministre québécois.

Devant un public de spécialistes des valeurs mobilières, M. Fortier a demandé si les membres de l'ACCO-VAM étaient d'accord avec les déclarations de leur président.

Le ministre a également profité de l'occasion pour répondre au président du Groupe La Laurentienne, M. Claude Castonguay, qui s'est plaint dernièrement du manque d'harmonisation entre les lois fédérales et provinciales. M. Fortier a soutenu qu'il y a un effort constant d'harmonisation dans le champ des valeurs mobilières, mais que Québec gardera jalousement sa prérogative de prendre de nouvelles initiatives.

L'entente fédérale-provinciale de mardi dernier a permis de résoudre deux problèmes particuliers. Ottawa craignait qu'à travers leurs filiales dans le courtage, les banques en viennent à détenir des participations importantes et quasi permanentes dans des entreprises commerciales ou industrielles, à la manière des «merchant bankers» d'Europe.

Cette pratique est interdite par la législation fédérale et le gouvernement provincial a assuré Ottawa que la CVMQ empêcherait qu'on y parvienne de façon contournée.

La Banque mondiale annonce une hausse de son bénéfice

Agence France-Presse
WASHINGTON

La Banque mondiale a annoncé hier une hausse de 3,7 p. cent de son bénéfice net semestriel qui a atteint \$679 millions au premier semestre de l'exercice fiscal 1988 (terminé fin décembre 87) contre \$655 millions pour la même période de l'exercice 1987.

Cette progression s'explique par «les coûts peu élevés des emprunts, la performance des investissements et les augmentations de capital», souligne l'organisation de développement.

Au premier semestre de l'exercice 1988, le coût moyen de la totalité des fonds disponibles de la Banque (emprunts et capital) s'élevait à 6,48 p. cent contre 6,82 p. cent pour la même période de 1987.

Cette baisse des coûts a permis une

légère diminution des intérêts sur les prêts accordés aux pays en voie de développement, qui sont tombés à 7,72 p. cent contre 7,76 p. cent précédemment. Les nouveaux engagements ont progressé pour totaliser \$3,6 milliards contre \$3,5 milliards, mais les versements ont diminué à \$5,8 milliards contre \$6 milliards, précise-t-on de même source.

En revanche, le coût des nouveaux emprunts a augmenté. Au cours des six premiers mois de 1988, la Banque mondiale a en effet emprunté pour l'équivalent de \$7,7 milliards à un coût moyen de 6,92 p. cent sur une durée moyenne de 10,9 ans, contre un coût de 5,80 p. cent et une durée de 11,7 ans pour la même période de 1987.

Le capital de la Banque s'élevait le 31 décembre dernier à \$14,7 milliards, en hausse de \$2,7 milliards par rapport à fin 1987.

Des chèques échangés en coupures de \$1 et de \$2

Les personnes qui se sont rendus, hier vers 15 h, au centre de service de la Caisse populaire Immaculée-Conception, située à l'angle des rues Fullum et Rachel, pouvaient ressortir les poches ou la sacoche «pleines».

Ce n'est pas que la Caisse a eu un élan soudain de générosité et distribuait son argent aux passants. Mais c'est plutôt que les préposés au comptoir ont manqué de «gros billets» durant plusieurs minutes et, qu'en contrepartie aux chèques déposés par les sociétaires, ils ont été obligés de remettre des billets de \$1 ou de \$2.

«Je suis sorti avec près de \$400 en coupures de \$1 et de \$2. J'avais les poches pleines», a affirmé un des clients de la Caisse qui a contacté La Presse.

Le directeur de la Caisse, M. Richard Beaulieu, a expliqué que l'affaire n'était qu'un accident de parcours, occasionné par l'afflux important de personnes venues pour échanger leurs chèques du Bien-Être social. Le siège social de la Caisse, situé à l'angle des rues Papineau et Rachel, a vite fait d'acheminer de nouveaux billets et «le problème a été réglé en l'espace d'une vingtaine de minutes», a dit M. Beaulieu.

MONTREAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (NEW YORK)	DOLLAR CANADIEN
1612,10 (inch. nul)	3212,93 (+8,10) (+0,25%)	2070,46 (-1,16) (-0,05%)	\$431,00 (+0,50) (nul)	\$ 79,49 +3/100

RENDEZ-VOUS

d'affaires de Montréal

UNE MINI-FOIRE COMMERCIALE PRÉSENTANT DES PRODUITS ET SERVICES A LA COMMUNAUTÉ D'AFFAIRES.

LE BUREAU DE COMMERCE DE MONTRÉAL vous invite à assister à leur Rendez-vous d'affaires de Montréal. Joignez-vous à nous et profitez de l'occasion pour

- créer un réseau de relations avec 300 collègues
- visiter plus de 40 exposants et «faire affaires après les heures de bureau»
- échanger des cartes d'affaires, créer des contacts et étudier les possibilités d'affaires dans un cadre amical
- participer au tirage des prix de présence.

Quand: le lundi 7 mars 1988 de 16 h 30 à 19 h

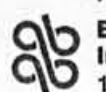
Prix: Participants: Gratuit pour les membres.
10\$ pour les non-membres.

Exposants: table de 6 pi x 30 po: 100\$
espace de kiosque: 250\$

COMMANDITÉ PAR



PRÉSENTÉ PAR



Bonaventure Hilton International
1, Place Bonaventure

Baker: une nouvelle baisse du dollar US serait contre-productive

Le secrétaire américain au Trésor M. James Baker a estimé hier «qu'une baisse supplémentaire du dollar pourrait être contre-productive».

M. Baker qui parlait devant la Commission des appropriations budgétaires du Sénat a souligné que si un tel mouvement se pro-

duisait «les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux travailleraient ensemble pour rétablir la stabilité des taux de change».

Le secrétaire au Trésor a également indiqué que «les Etats-Unis étaient satisfaits de la politique économique qui prévalait actuellement en République fédérale d'Allemagne». La RFA avait fait l'objet dans le passé de multiples critiques de Washington qui lui reprochait surtout de ne pas stimuler suffisamment sa croissance économique.

CORPORATION PREMIÈRE, QUÉBEC



Mme De Marinis

M. Michael J. Weigensberg, président et chef de l'exploitation de la Corporation Première, Québec est heureux d'annoncer la nomination de Mme Denyse De Marinis à titre de vice-présidente au service administratif de la location.

Mme De Marinis s'est jointe à la société en 1977; en 1980, elle était promue au poste d'adjointe au contrôleur des finances et depuis 1983, participe à la location sous tous ses aspects. Dans ses nouvelles fonctions, ses principales responsabilités comprennent l'administration de la location de l'espace à bureaux de prestige qu'exploite la Corporation Première, Québec.

La Corporation Première, Québec, un des grands promoteurs d'espace à bureaux, commercial et industriel, en s'assurant la participation de divers partenaires financiers, est devenue une force motrice importante de la remise en valeur du centre-ville de Montréal. Depuis 1966, la Corporation Première, Québec a lancé 15 projets clés dans le Grand Montréal, lesquels représentent plus de 7 millions de pieds carrés, dont la Tour Industrielle-Vie située au 2000 avenue McGill College.

Le plus grand projet actuel de la Corporation Première, Québec est la Maison des Coopérants, édifice de marque réalisé conjointement par les Coopérants société mutuelle d'assurance-vie, le groupe des compagnies Westcliff et la Corporation Première, Québec.

VERSATILE CORPORATION AVIS AUX PORTEURS DE BONS DE SOUSCRIPTION

Avis est par les présentes donné aux porteurs de bons de souscription de Versatile Corporation (la «société») émis en vertu d'une convention afférente aux bons de souscription datée du 21 octobre 1985 et d'une convention afférente aux bons de souscription datée du 10 août 1987, qu'il y aura une assemblée spéciale des porteurs d'actions ordinaires et privilégiées de la société à Vancouver, Colombie Britannique, le 21 avril 1988 afin d'adopter des résolutions approuvant une restructuration complète du capital de la société, y compris une réduction du capital déclaré, un regroupement des actions ordinaires émises dans une proportion de dix pour une; la création de trois nouvelles catégories d'actions privilégiées; la conversion des actions privilégiées existantes en actions ordinaires; l'émission d'un nombre important d'actions nouvelles; un changement de la raison sociale et la prorogation de la société en Colombie Britannique en vertu de la loi intitulée «Company Act» (Colombie Britannique). Le regroupement envisagé aura comme résultat d'augmenter le prix de levée d'option afférent à l'achat d'une action à droit de vote subalterne de catégorie A en vertu de la convention afférente aux bons de souscription de 1985 et de celle de 1987.

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus du siège social de la société situé au 1632-1055 West Georgia, Vancouver, Colombie Britannique, ou des principales places d'affaires de la Compagnie Trust National à Vancouver, Calgary, Regina, Winnipeg, Toronto et Montréal ou encore de la principale place d'affaires de son fondé de pouvoir, la Compagnie Canada Trust, à Halifax.

Le 22 février 1988
Vancouver, Colombie Britannique
Bruce M. McKay
Secrétaire

TRUST GÉNÉRAL

Le maître courtier

Trust Général, le Maître Courtier a connu une année exceptionnelle en 1987, ayant réalisé le meilleur chiffre d'affaire de son histoire. Innovateur et dynamique, Trust Général est heureux de compter sur une équipe de plus de 600 représentants professionnels, répartis sur une trentaine de succursales à travers la Province.



J. René Malo, F.R.I., É.A.
Meilleur vendeur
Service I.C.I.

La direction du Trust Général, le Maître Courtier désire rendre un hommage particulier et souligner l'excellente performance de M. J. René Malo qui se mérite le titre de MEILLEUR VENDEUR DU SERVICE I.C.I.

Grâce à l'équipe des bénévoles



Un Tour de l'île sans pépin!

Dimanche 5 juin 1988 - 3 000 passionnés demandés

Participez activement à la grande fête du vélo et joignez notre équipe de bénévoles.

C'est facile, c'est pour tout le monde, il s'agit d'avoir un peu de temps à donner et le désir de contribuer au succès du Tour de l'île de Montréal, le plus grand événement cycliste en Amérique.

Ne tardez plus à vous inscrire téléphonez-nous (514) 251-6950

On vous attend...

De nombreux prix de participation seront offerts en tirage par:



LEADER
Le vélo ultime pour tous les styles

Le YMCA
Guy-Favreau

Out Door Gear
Canada

Les commanditaires officiels:

Fédération des producteurs de lait du Québec

UPA Union des producteurs agricoles

La Presse
CKAC 73
CFM 10

Dans votre vie d'automobiliste...

UNE Mercedes-Benz est la meilleure chose qui puisse vous arriver!

Profitez de rabais substantiels sur une vingtaine de modèles 1987 neufs et de démonstration dans les catégories suivantes:

- 560 S.E.C. (neuve)
- 560 S.E.L. (neuve)
- 420 S.E.L. (neuve)
- 300 TDT (familiale) diesel
- 560 SL
- 190 E ou D (de démonstration)



Venez faire l'essai d'un de ces modèles dès aujourd'hui!

Mercedes-Benz Canada Inc.

MONTRÉAL
7800, Décarie
Coin Ferrier
Montréal, Québec
(514) 735-3581

GREENFIELD PARK
845, boul. Taschereau
À deux minutes du pont Champlain
Greenfield Park, Québec
(514) 672-2720

MORRIS & MACKENZIE

à le plaisir d'annoncer

qu'à compter du 7 mars, son bureau

de Montréal sera transféré au

1130, rue Sherbrooke ouest

Douzième étage

Montréal (Québec) H3A 3K4

Téléphone: (514) 499-0999

Télex: 05-24249

Télécopieur: (514) 499-9188



MORRIS & MACKENZIE INC.



BANQUE RÉPUBLIQUE NATIONALE DE NEW YORK (CANADA)

Une filiale à part entière de

Republic National Bank of New York

ÉTAT INTÉrimAIRE DES REVENUS (NON VÉRIFIÉ)
POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE
LE 31 JANVIER 1988
(en milliers de dollars)

	1988	1987
REVENU D'INTÉRÊTS		
Prêts	\$3,322	\$2,075
Valeurs mobilières	554	260
Dépôts à d'autres banques	4,364	3,838
	8,240	6,173
FRAIS D'INTÉRÊTS		
Dépôts	6,686	5,222
Débitures bancaires	102	103
	6,788	5,325
REVENU NET D'INTÉRÊTS	1,452	848
Provision pour pertes sur prêts	60	75
Revenu net d'intérêts après provision pour pertes sur prêts	1,392	773
Autres revenus	911	929
Revenu net d'intérêts et autres revenus	2,303	1,702
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS		
Salaires	408	415
Contributions aux caisses de retraite et autres prestations au personnel	58	49
Frais de locaux, matériel et mobilier, amortissement compris	281	265
Autres frais	279	264
	1,026	993
Revenu net avant provision pour impôts sur le revenu	1,277	709
Provision pour impôts sur le revenu	482	253
REVENU NET DE LA PÉRIODE	\$795	\$456
Nombre moyen d'actions en circulation	136,500	136,500
Revenu net par action	\$5.82	\$3.34

1981, avenue McGill College, suite 360

Montréal (Québec) Canada H3A 3A9

Tél.: (514) 288-5551 Téléx: 055-60059

ÉCONO-FLASHES

AGROPUR achète FROCHE

La coopérative agro-alimentaire Agropur annonce l'acquisition de la firme Froche, une entreprise spécialisée dans la distribution de fromages fins. L'acquisition de Froche permettra de renforcer la position d'Agropur sur le marché canadien. Avec Froche, Agropur portera son volume de ventes de fromages fins à \$61 millions. Agropur a réalisé des ventes de \$821 millions au cours de son dernier exercice. La coopérative est la propriété de plus de 5 000 producteurs de lait et procure de l'emploi à 2 600 personnes. Yoplait, Quebon, Crino, Tour Eiffel, Oka, Vaudreuil et Dalpé sont au nombre de ses marques de commerce les plus connues.



Hausse du bénéfice d'ARTOPEX

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987, le bénéfice net d'Artopex International s'est accru de 9,4 p. cent pour atteindre \$3,5 millions, ou 75 cents par action, comparativement à \$3,2 millions ou 69 cents par action en 1986. Le chiffre d'affaires a crû beaucoup plus rapidement que le bénéfice net, montant de 28 p. cent à \$51,3 millions. La compagnie déclare qu'elle a dépassé ses prévisions de ventes pour 1987 et explique que la progression du bénéfice a été freinée par la hausse du dollar canadien comparativement au dollar américain. La demande américaine des produits d'Artopex assure la plus grande partie de la croissance de la compagnie, un fabricant de meubles de bureau de Laval.

artopex

AURTEC en bourse

Développement minier Aurtec a reçu de la Commission des valeurs mobilières du Québec le visa final pour la vente, par voie de prospectus, de 1,1 million d'actions de catégorie A au prix de 40 cents l'action. Les activités d'Aurtec portent sur l'exploration et la mise en valeur de propriétés minières, au Québec et en Nouvelle-Écosse. Le souscripteur est la firme McNeil Mantha.



DOMINION TEXTILE: conventions de fiducie caduques

Dominion Textile a donné l'autorisation de rendre caduques les conventions de fiducie en vertu desquelles la société a émis des débentures à fonds d'amortissement, séries A, B, D, E et F. Une fois caduques, les débentures, qui représentent un montant total de \$67,7 millions, demeureront en circulation et le remboursement du capital, des primes et des intérêts sera assuré par des lettres de crédit irrévocables émises par une importante banque à charte canadienne. Par ce geste, la compagnie souhaite avoir plus de flexibilité pour son financement interne. Par ailleurs, la compagnie annonce que son conseil d'administration a autorisé le dépôt d'un prospectus préliminaire simplifié concernant une émission de droits de souscription déjà annoncée.



Protocole d'entente DOMICIL-CHATEAU

La société Domicil vient de signer un protocole d'entente avec Château d'aujourd'hui, portant sur la fusion éventuelle des deux compagnies. Domicil et Château d'aujourd'hui sont toutes deux spécialisées dans la distribution de meubles haut de gamme. Domicil, dont le chiffre d'affaires est d'environ \$8 millions, exploite sept magasins au Québec. Château d'aujourd'hui exploite de son côté six points de vente et son chiffre d'affaires serait d'environ \$7 millions. Le président de Domicil, Normand Couture, espère être en mesure d'annoncer la conclusion d'une entente définitive entre les deux entreprises, dans deux ou trois semaines.

domicil

MCNEIL MANTHA: les transactions reprennent

La Bourse de Toronto a interrompu les transactions sur le titre de la maison de courtage McNeil Mantha hier, parce que la compagnie n'avait pas fait les déclarations auxquelles elle est assujettie. La Bourse n'avait pas reçu le rapport annuel de la compagnie, pourtant expédié à quatre reprises depuis le mois de décembre. La firme a fait parvenir le document en mains propres à la Bourse hier et les transactions ont pu reprendre en début d'après-midi hier.

AVCORP vend des actifs de STANDARD AERO

Avcorp Industries, de Montréal, a vendu certains actifs de sa filiale Standard Aero à Aerorecip Canada, de Winnipeg, à un groupe d'employés et à d'autres investisseurs. Le produit de la transaction ainsi que les inventaires et les comptes à recevoir de la compagnie rapporteront environ \$4 millions. Avcorp a terminé la vente des actifs dont elle voulait se départir dans Standard Aero, cette opération lui ayant rapporté environ \$33 millions qui seront utilisés pour réduire la dette bancaire de la compagnie. Cette fois, Avcorp a vendu les activités de réparation et de révision des moteurs de sa filiale.

AVCORP

Recul de l'indice composite aux USA

L'indice composite, censé traduire l'évolution prochaine de l'économie américaine, a reculé de 0,6 p. cent en janvier, mais a été révisé en hausse pour le mois de décembre où il a augmenté de 0,3 p. cent, a annoncé hier le département du Commerce. Cette révision du chiffre de décembre, qui était initialement une baisse de 0,2 p. cent, troisième recul mensuel consécutif, semble éloigner le risque d'une récession économique cette année aux Etats-Unis, soulignent les analystes. En effet, trois diminutions successives de l'indice composite signifient, traditionnellement, la prochaine arrivée d'une récession. Depuis la création de cet indice en 1948, ce phénomène s'est toujours observé à quelques rares exceptions près. La révision de l'indice en décembre confirme d'ailleurs les prévisions de la plupart des économistes qui ne s'attendent plus, contrairement à la fin de l'an dernier, à une récession au moins pour 1988.

Baisse des dépenses de construction aux USA

Les dépenses de construction ont reculé de 2,9 p. cent en janvier aux Etats-Unis, accusant leur plus forte baisse en dix mois. Selon le département du Commerce, ces dépenses sont tombées à \$395,2 milliards en janvier et font suite à un recul de 0,4 p. cent en décembre. En mars 1987, elles avaient baissé de 3,3 p. cent. Les dépenses de construction résidentielle ont baissé de 2,6 p. cent alors que celles consacrées aux immeubles de bureaux ont baissé de 2,2 p. cent.

BOW VALLEY et BRITISH GAS, ça marche

Les actionnaires de la pétrolière Bow Valley ont accepté l'offre d'achat de la société British Gas. La troisième tentative aura été la bonne pour British Gas, qui, après sept mois de tractations, va pouvoir prendre le contrôle de 33 p. cent des actions votantes de Bow Valley. Ce total pourra être porté progressivement à 51 p. cent après conversion d'actions préférentielles. British Gas déboursa \$320 millions pour acquérir, d'ici au 9 mars, 16 millions d'actions de Bow Valley. La firme britannique s'est également engagée à investir \$516 millions en capital dans Bow Valley.

Nouvelle usine à Thetford Mines

La société Pultrutech construira à Thetford Mines une usine de produits de matériaux composites. Le projet, qui suscitera des investissements de \$1,6 million, se traduira par la création de 30 emplois au cours des trois prochaines années. Le gouvernement fédéral donne une subvention de \$195 000 pour le projet. Les matériaux composites fabriqués dans la nouvelle usine serviront à l'industrie du transport.

ACIER MARSHALL voit ses profits bondir

Acier Marshall a enregistré pour l'année un bénéfice net de \$15,3 millions ou \$1,59 l'action comparativement à un profit de \$508 000 ou cinq cents l'action. Les revenus ont moins progressé, passant de \$95,9 millions à \$104,5 millions. Les profits de 1987 incluent un gain après impôt de \$12,6 millions à la suite de la vente de certains actifs ainsi qu'un gain extraordinaire de \$311 000 à la suite de recouvrements d'impôts. Les profits de 1986 incluent une perte après impôt de \$341 000 provenant d'activités abandonnées depuis ainsi qu'un gain extraordinaire de \$952 000 à la suite d'un recouvrement d'impôt.

Requête en injonction des courtiers contre Desjardins

PAUL DURIVAGE

On veut faire interdire la vente de produits d'assurance dans les Caisses populaires

Le Regroupement des cabinets de courtage d'assurance du Québec a déposé hier en Cour supérieure, une requête en injonction permanente visant à interdire la vente de produits d'assurance dans les Caisses populaires Desjardins qui, selon les termes de la demande, outrepassent leurs droits et pouvoirs.

Il s'agit d'une nouvelle étape dans la guerre que se livrent le Mouvement Desjardins et les courtiers. Ces derniers ont entrepris en décembre dernier le boycott des polices d'assurances émises par Desjardins. Peu après, ils retirèrent leur comptes des Caisses populaires.

Les courtiers sont en rogne

contre Desjardins depuis que les caisses vendent des produits d'assurances à leurs guichets, une initiative qui s'inscrit dans le cadre du décloisonnement des institutions financières. Ils craignent surtout qu'avec 40 p. cent du marché québécois de l'épargne et 1 375 points de vente, Desjardins ne leur livre une concurrence fatale.

La démarche judiciaire entreprise hier repose sur la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit qui régissent les Caisses populaires. Selon l'interprétation qu'en font les demandeurs, celle-ci limite les activités des caisses à la cueillette des dépôts et l'octroi de prêts, ce

qui exclue la vente de produits financiers connexes. La requête précise d'ailleurs que ce n'est ni nécessaire ni utile aux caisses.

Les modifications apportées aux règles du jeu par le Livre blanc sur le décloisonnement des institutions financières n'autorisent pas plus la vente d'assurances dans les caisses, soutient l'avocat des courtiers, M. André Bois, associé au bureau Tremblay, Bertrand, Bois, Mignault, Dupré & Lemay établi à Sainte-Foy.

Celui-ci a précisé en conférence de presse hier que le «networking», à défaut d'être spécifiquement proscrit dans les nouveaux textes de loi, n'y est pas autorisé

non plus. Il s'agit d'ententes permettant de partager des commissions de vente avec la personne ou l'entreprise qui a référé le client.

Desjardins nie procéder de la sorte puisque les caisses reçoivent, non pas une commission, mais un loyer pour l'espace cédé à l'agent d'assurance. «C'est un maquillage de l'opération puisque ce loyer est fonction des primes souscrites par son entremise», rétorque M. Bois.

La requête en injonction permanente déposée hier sera bientôt suivie par une requête en injonction interlocutoire afin de hâter les procédures. On s'attend à ce que l'affaire soit entendue d'ici deux ou trois mois. Mais le ministre pourrait par ailleurs faire en sorte de presser le dénouement de cette cause qui l'attaque indirectement.

Le ministre Pierre Fortier des institutions financières s'est jusqu'à maintenant interdit d'intervenir dans le débat en évoquant la légalité de l'initiative de Desjardins. Selon Me Bois, il serait dans une position bien fâcheuse si le tribunal le contredisait mais plus encore s'il profitait de la nouvelle Loi constitutive de Desjardins, attendu au printemps, pour rétablir le commerce des assurances dans les caisses.

Les courtiers pourraient par ailleurs prendre également des recours judiciaires contre le Mouvement Desjardins en vertu de la nouvelle Loi sur la concurrence. «Disons seulement que les courtiers ont, pour le moment, un vif intérêt pour cette loi», a commenté Me Bois.

QUESTIONS D'ARGENT

ALAIN DUBUC

CLAUDE PICHER

Nos lecteurs retrouveront ici un résumé de l'émission «Questions d'argent», animée par LISE LEBEL et diffusée hier à 20 h sur les ondes de Radio-Québec. La même émission sera présentée en reprise dimanche prochain à 17 h.

Hypothèque à renouveler

L'arrivée prochaine du printemps coïncide, pour des milliers de propriétaires, que le renouvellement de l'hypothèque. Une planification judicieuse du remboursement du prêt hypothécaire peut permettre à l'emprunteur d'épargner des milliers de dollars, et c'est à l'expiration de chaque terme (c'est-à-dire lors du renouvellement) que les grandes décisions à ce sujet doivent être prises.

Distinguons d'abord les notions d'amortissement et de terme hypothécaires. L'amortissement est la période requise pour rembourser votre prêt en entier. Normalement, l'amortissement est étalé sur une longue période, comme 15, 20 ou 25 ans. Les mensualités sont toujours calculées en fonction de l'amortissement. Le terme du prêt ne concerne que la période qui vous lie effectivement au prêteur. Ce terme peut être d'un an, trois ans, cinq ans, etc. À l'expiration du terme, l'emprunteur doit en principe rembourser le capital payé. Mais comme la plupart des emprunteurs n'ont évidemment pas les moyens de le faire, les deux parties s'entendent alors pour renégocier un autre terme. Lors de cette négociation, on oublie complètement les conditions du terme qui vient de s'écouler, et chacune des deux parties peut demander de nouvelles conditions. Le prêteur peut augmenter ou diminuer le taux d'intérêt en fonction des conditions du marché. L'emprunteur peut réduire le montant du prêt, modifier l'amortissement, opter pour un terme différent du précédent.

Le propriétaire de maison qui renégocie son hypothèque doit prendre quatre décisions;

1) Conserver ou non le même prêteur. À l'expiration du terme, l'emprunteur peut «déménager» son hypothèque, c'est-à-dire changer de créancier. Cela peut être avantageux si le prêteur exige des taux que l'emprunteur considère trop élevés, ou s'il peut obtenir de meilleures conditions ailleurs. Règle générale, le transfert d'une hypothèque est cependant une affaire relativement coûteuse et compliquée, et mieux vaut y penser à deux fois avant de prendre sa décision.

2) Ensuite, l'emprunteur doit décider s'il réduit ou non le solde payé, et si oui, dans quelle mesure. Il est avantageux de se libérer rapidement de l'emprunt hypothécaire. Celui-ci étant par définition un prêt à long terme, l'emprunteur paie une véritable fortune en intérêts. Remettre de l'argent au prêteur, lors de renouvellement, constitue une bonne façon de réduire sa dette. Mais attention: il n'est aucunement question, ici, de vider son compte en banque pour réduire son hypothèque. Si vous ne disposez que de quelques milliers de dollars, par exemple, et que vous deviez choisir entre diminuer le solde de votre hypothèque ou contribuer à un REER, il est probable que le REER soit plus avantageux. De la même façon, cela ne servirait pas à grand chose de payer quelques milliers de dollars pour réduire son hypothèque et être obligé d'emprunter le même montant quelques mois plus tard, à un taux plus élevé, pour faire face à d'autres obligations. Rien n'empêche l'emprunteur, par contre, de profiter des programmes de remboursement accéléré (y compris la formule de l'hypothèque hebdomadaire) offerts par les institutions financières.

3) La troisième décision concerne l'amortissement du prêt. C'est ici que se trouvent les possibilités les plus attrayantes, pour l'emprunteur, d'épargner des milliers de dollars en intérêts. Jetons un coup d'œil sur le tableau suivant, qui concerne une hypothèque de \$80 000, consentie pour un terme de cinq ans au taux de 11,5 p. cent:

Amortissement	Paiement mensuel	Coût total (capital et intérêts)	Solde à l'expiration du terme
25 ans	798	239 000	76 100
20 ans	839	201 000	72 800
15 ans	921	166 000	66 200
10 ans	1113	134 000	50 900

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes: un prêt amorti sur 25 ans vous coûtera trois fois le montant original du prêt à l'échéance. Le même prêt, amorti sur 15 ans, vous coûte \$123 de plus par mois, mais vous permet d'épargner \$73 000 en intérêts tout en payant pendant dix ans de moins. Le même prêt sur 10 ans, dans notre exemple, augmente vos paiements mensuels de \$315, mais permet à l'emprunteur d'épargner \$105 000. Ses \$315 de plus par mois lui auront coûté, au bout de cinq ans, environ \$19 000. Mais ce montant sera amplement récupéré par le fait que le solde de l'hypothèque aura diminué de plus de \$25 000. Et n'oubliez pas que vos disponibilités financières augmenteront beaucoup plus vite avec un amortissement court. Libéré de votre paiement hypothécaire au bout de 10 ou 15 ans, votre revenu net va faire un bond spectaculaire. Vous pouvez épargner cet argent ou encore augmenter votre niveau de vie. Il va évidemment de soi, enfin, qu'en payant rapidement, vous augmentez également votre équité, votre avoir net, plus rapidement. Évidemment, \$315 par mois, c'est beaucoup, voire trop pour beaucoup de ménages. Dans ce cas, il n'y a pas à hésiter; raccourcir l'étalement du prêt, c'est bien beau, mais à condition d'en avoir les moyens. Si ce n'est pas le cas, mieux vaut attendre le prochain renouvellement ou raccourcir de façon moins ambitieuse plutôt que de se mettre la corde au cou!

4) La dernière décision concerne le terme de l'hypothèque. Dans les circonstances actuelles du marché, la majorité des spécialistes penchent pour les termes d'un an, pour une raison assez simple; l'écart entre les taux à court terme (un an) et à long terme (cinq ans) est de 1,75 point de pourcentage. Les hypothèques d'un an se négocient présentement à 9,75 p. cent. Celles de cinq ans, à 11,5 p. cent. Compte tenu de cet écart, vous avez une marge de manoeuvre de 3,5 points de pourcentage d'ici l'expiration de votre terme d'un an. Cela veut dire que tant que les taux à un an seront inférieurs à 13,25 p. cent, vous jouez gagnant.

LA BOURSE

Prises de profits

Les marchés boursiers ont connu une journée marquée par les prises de profits des investisseurs. Conséquence: Wall Street a oscillé à la hausse et à la baisse, pour finalement clôturer en légère baisse. Le Dow Jones a perdu 1,16 point, pour fermer à 2 070,46 points.

À la Bourse de Toronto, grâce à un raffermissement du prix des «commodités», le TSE 300 a réussi à terminer la journée sur une note positive. L'indice torontois a gagné huit points. Il a fermé à 3 212,93 points.

À la Bourse de Montréal, le XXM a fini la séance au même niveau que la veille, soit à 1 612,1 points.

ACURA

une voiture exceptionnelle à un prix extraordinaire

- Prix basé sur location de 48 mois
- Comptant minimum
- Valeur de rachat disponible

NOS DERNIÈRES INTEGRA

1987

TRANSMISSION AUTOMATIQUE GRATUITE!

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 4 MARS 88 SEULEMENT

INTEGRA 1987 Coupe R.S. ou L.S.

COUPE R.S.	COUPE L.S. 1987
Prix de détail suggéré 14535\$	Prix de détail suggéré 17765\$
Prix de vente 13350\$	Prix de vente 15950\$

Location 249\$ par mois*

Location 299\$ par mois*

*Quantité limitée

PRESTIGE ACURA

Prestige Acura
3700, autoroute Laval Ouest (440)
Tél.: 745-1234

Sudbec Acura
4645, chemin Chambly
(Aux limites de Longueuil et St-Hubert)
Tél.: 445-7333 MTL: 879-6360

Seigneurie des Îles

À 15 minutes du pont Champlain
projet de construction exclusif de
150 propriétés de grand prestige situé à Carignan
en bordure d'un terrain de golf, des chenaux des rivières l'Acadie et Richelieu dans
l'environnement champêtre du bassin Chambly.

Certains terrains sont boisés, d'autres sont adjacents à la rivière ou avec vue sur le golf, mais tous comprennent environ 30000 pi. car. avec tous les services publics souterrains incluant la câblodistribution.

Seulement 13 résidences personnalisées de 3000 pi. car. et plus sont disponibles pour 1988.

PRIX À PARTIR DE 300 000\$

Maisons témoins à visiter

le samedi et le dimanche de 13 h à 17 h

tél.: (514) 447-2598

en semaine sur rendez-vous (514) 348-1921

AUTOROUTE 10 (Cantons de l'Est)

CIL pourrait ne plus être publique au Canada

CIL a fait savoir que sa maison-mère britannique, Imperial Chemical Industries, envisage de faire une offre à \$38 l'action pour toutes les actions en circulation de la compagnie qu'elle ne possède pas déjà.

Imperial Chemical Industries possède 72 p. cent du capital de CIL. Si elle rachetait les actions actuellement sur le marché, la compagnie ne serait plus publique au Canada.

Hier, on ne rapportait aucune transaction sur le titre. Lundi, à la Bourse de Toronto, le titre a gagné \$1 % à \$34 sur 5 120 transactions.

Camp d'été

BASE DE PLEIN AIR ST-JOVITE LES PINS

INFORMATIONS: Dépliants sur demande

SANS FRAIS: 1-800-567-6728
C.P. 515, St-Jovite, Qué. J0T 2H0
(819) 425-2461 (819) 425-7121

Directeur: Jean-Pierre L'Heureux

Les séjours se déroulent dans la sécurité, l'hygiène, la gaieté, et la bonne humeur, avec un encadrement de 1 responsable pour 7 enfants.

Logement en chambre de 4 — repas équilibrés et copieux.

Venez nous visiter tous les dimanches de 12 h à 16 h 30.

ACCREDITÉ PAR L'ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC

GARÇONS ET FILLES DE 6 à 14 ANS

VOILE ESCALADE
CANOT TIR À L'ARC
SKI NAUTIQUE CYCLO-TOURISME
NATATION CAMPING
ÉQUITATION PLANCHÉ À VOILE
ARTISANAT DESCENTE DE RIVIÈRE

Située sur le bord du lac Maskinongé à St-Jovite.

PARLER AFFAIRES

rue Sherbrooke Ouest

Le café et restaurant Les Verrières du premier Holiday Inn Crowne Plaza au Canada vous accueille dans une ambiance renouvelée, décor, environnement menu tout a été pensé pour le plus grand plaisir de votre esprit et de vos sens. L'affrontant le savoureux.

Invitez-les. Venez vous régaler dans la pleine lumière du

LES VERRIERES
Café et Restaurant

Holiday Inn
CROWNE PLAZA
centre-ville
470, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B4 (514) 842-6111

OFFRE SPÉCIALE AUX GENS D'AFFAIRES

Table d'hôte avec choix variés de 12 h à 14 h

à partir de **875\$*** par personne

En vedette cette semaine: **l'assiette maritime**

Valable au restaurant **les Verrières.**

Réservez votre table dès maintenant!

*Taxe et service en sus

SOCCRENT: modeste réponse au déclin de l'emploi dans les grands secteurs économiques du Saguenay-Lac-St-Jean

MICHEL VAN DE WALLE
de la Presse Canadienne
ALMA

En un peu plus d'un an, SOCCRENT a aidé au développement d'une quarantaine d'entreprises, participé à la création de deux incubateurs industriels et misé du capital de risque dans trois nouvelles compagnies au Saguenay-Lac Saint-Jean.

SOCCRENT (ou Société en commandite de création d'entreprises) est une réponse, « bien partielle » nuancera son vice-président exécutif Adam Lapointe, au problème du déclin de l'emploi dans l'aluminium et le bois, les grands secteurs de l'économie régionale.

« Notre objectif, c'est de créer de nouvelles activités économiques sans cependant concurrencer les entreprises déjà établies ici », explique M. Lapointe. Car le projet, unique en son genre au Québec, est aussi un animal hybride qui met en commun les ressources de la grande entreprise et de la communauté d'affaires régionale.

Lancé officiellement en juin 1986, le projet SOCCRENT est issu des recommandations du Sommet économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean de 1984. C'est à cette époque que les multinationales confirmaient qu'elles ne seraient plus les moteurs de la création d'emploi. « Il faut diminuer la dépendance économique de la région vis-à-vis des grandes entreprises et ajouter une nouvelle base économique fondée sur le dynamisme régional », déclarait lors du lancement de SOCCRENT les instigateurs, Pierre Laurin, à l'époque vice-président d'Alcan, et le recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi, Alphonse Riverin.

L'objectif était de constituer un fonds de capital de risque de \$ 10 millions qui investirait dans de nouvelles entreprises. Au rythme d'environ \$ 1 million par année divisé dans deux ou trois nouvelles compagnies, dit M. Lapointe, SOCCRENT a de l'argent pour plusieurs années.

Les grandes sociétés ont versé près de \$ 8 millions: Alcan, Abitibi-Price, Consolidated-Bathurst, Cascades, Gaz Métropolitain et la Fédération des Caisses populaires Desjardins de la région. Et \$ 2 millions ont été injectés par la Corporation régionale d'investissement Amisk (un terme amérindien signifiant « castor ») qui regroupe la communauté d'affaires locale. Amisk est d'ailleurs la seule entreprise issue de cette région à avoir émis des actions REA.

300 emplois
SOCCRENT est une formule dite « améliorée » de l'incubateur d'entreprises traditionnel. Adam Lapointe souligne que 80 p. cent des PME meurent avant d'atteindre la maturité, généralement pour trois raisons: les coûts fixes au démarrage sont trop élevés, l'expérience de gestion est déficiente et il y a sous-capitalisation. « Les incubateurs industriels répondaient aux deux premières difficultés mais pas à la troisième, la sous-capitalisation. Avec SOCCRENT, on s'attaque aux trois volets », explique-t-il.

Au niveau du management, SOCCRENT a créé le « Bureau de support à la gestion » en embauchant la firme hollandaise Job Creation. Mandat: créer 300 emplois permanents en deux ans. M. Lapointe précise qu'en un peu plus d'un an, 125 emplois ont été créés mais les plans des entreprises déjà soutenues en prévoient 225. Le Bureau de support, qui



Adam Lapointe, vice-président exécutif de SOCCRENT.

prodigue gratuitement des conseils au niveau du marketing, du financement, de la gestion, des choix technologiques, s'est impliqué dans une quarantaine d'entreprises. Certaines sont déjà des succès: Identification industrielle BGS a démarré avec cinq employés et en compte maintenant tout près de 30.

Québec et Ottawa ont prêté \$ 2,4 millions au Bureau, prêts qui seront transformés en subvention si l'objectif d'emplois est atteint.

Incubateurs

Quant à l'autre volet du problème, celui des coûts élevés de démarrage, le modèle des incubateurs d'entreprise a été adapté. Deux incubateurs sont en train de naître dans la région, l'un à Dolbeau, l'autre à Alma.

À Dolbeau, on en est encore à attacher les dernières ficelles, précise le commissaire industriel, Gilles Déry. SOCCRENT assurera une partie des frais tandis que Domtar a fait don d'un terrain. Un locataire principal est trouvé. Il s'agit d'une entreprise de construction de garages démontables pour abriter la machinerie pendant les travaux de coupe en forêt.

L'autre incubateur, celui d'Alma, est plus avancé. Un bâtiment du parc industriel est en voie de rénovation. Quelque 37 000 pieds carrés seront disponibles pour location. René Martin, du Conseil économique d'Alma, croit pouvoir y loger une quinzaine d'entreprises.

Alors que menuisiers et maçons sont encore à l'oeuvre, la première firme « incubée » et aussi l'une des trois entreprises dans lesquelles SOCCRENT a investi du capital de risque, Microspray International, a déjà commencé à s'installer.

Microspray

Dirigée par les frères Christian et Denis Chamberland, Microspray fabrique un tout nouveau produit: un système de vaporisation d'insecticides contrôlé par ordinateur et principalement utilisable dans les fermes. Ils ont obtenu deux prix pour leur invention.

La production avait débuté il y a un an environ. Mais au cours de la phase de démarrage, des problèmes dans la mise au point du produit sont survenus. « Il y avait des ajustements à faire », dit Denis Chamberland pour minimiser les difficultés. Quelque 35 systèmes, d'une valeur oscillant entre

\$ 3 500 et \$ 5 000, avaient été vendus.

Mais les quatre actionnaires d'origine n'avaient plus les fonds nécessaires pour continuer. Quelque \$ 340 000 avaient été engloutis. Il en fallait davantage pour relancer l'affaire et SOCCRENT est venue à la rescousse. Avec \$ 600 000 injectés dans l'entreprise, SOCCRENT a pris le contrôle du capital-actions de la compagnie, en laissant toutefois la gestion aux initiateurs du projet.

Ceux-ci sont maintenant confiants. L'arrêt de la production a permis d'améliorer le produit. La chaîne de montage devrait commencer à fonctionner vers le 20 mars. Microspray prévoit produire 350 unités la première année, pour un chiffre d'affaires de \$ 1,5 million. « Il y a une possibilité de vendre 20 000 unités au Québec et le potentiel d'exportation est énorme » assurent les frères Chamberland. Ils cherchent un troisième partenaire financier pour injecter de nouveaux capitaux.

DEMAIN: Transformer les ressources sur place.

Des milliers de Canadiens attendent le don d'un organe qui pourrait leur sauver la vie. La Fondation canadienne du rein vous incite fortement à signer une carte de don d'organes.

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN
Les maladies du rein: une lutte à finir.

VERSATILE CORPORATION

AVIS D'UNE ASSEMBLÉE SPÉCIALE DE TOUTS LES ACTIONNAIRES

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée spéciale des porteurs de chacune des actions privilégiées rachetables à dividende cumulé, des actions privilégiées rachetables à dividende cumulé de rang inférieur, des actions à droit de vote subalterne de catégorie A et des actions ordinaires de catégorie B de Versatile Corporation (la « société ») aura lieu au Westin Bayshore Hotel, 1601 West Georgia, Vancouver, Colombie Britannique, le 21 avril 1988 à 10 h (heure de Vancouver), afin d'adopter certaines résolutions approuvant une restructuration complète du capital de la société, y compris une réduction du capital déclaré, un regroupement des actions ordinaires émises dans une proportion de dix pour une; la création de trois nouvelles catégories d'actions privilégiées; la conversion des actions privilégiées existantes en actions ordinaires; l'émission d'un nombre important d'actions nouvelles; un changement de la raison sociale et la prorogation de la société en Colombie Britannique en vertu de la loi intitulée « Company Act » (Colombie Britannique). Les administrateurs de la société ont choisi, comme date de référence pour déterminer les actionnaires habiles à recevoir avis de cette assemblée spéciale, le 16 mars 1988 à la fermeture des bureaux.

Le 19 février 1988
Vancouver, Colombie Britannique
Bruce M. McKay
Secrétaire

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHEQUES AAA 1ère, 2e, balance vente rapide, Notaire Laberge 729-4334. ACHETE balance de vente et hypothèque 524-3826. FONDS disponible pour 1ère, 2e et balance de vente. 526-4892. PRETONS sur 1ère, 2e, 3e, 4e hypothèque, achetés et vendons centre commercial et maisons à revenu, balance de prix de vente, 254-3018. Taton, Lazon & Associés. 1ère et 2e hypothèque, Rapide, FINANCIER L.T.E.E. 845-2377. 1ère 2e demander Pierre 342-9230 Westcoast Corp. 1ère ET 2e HYPOTHEQUE 85% de l'évaluation sur Immeuble CREDIT VIA. 253-3354	710 OCCASIONS D'AFFAIRES CELLULAIRE Installation par des techniciens professionnels, 575, 250, Communiquations, service à domicile 767-2009 COMPAGNIE Internationale, possibilité \$1000 par mois, 0 fermes parties, inf. 355-3554. DEMARREZ ou agrandissez votre propre commerce. Faites jusqu'à \$1000 par mois en travaillant 2 jours par semaine. Nouveaux marchés aux puces et mini-malls ouvrent en avril. Appelez Dave dès maintenant au: 461-6050 DESIRONS acheter clientèle, comptabilité et Impôts, Confidencielles. Réponse assurée. Détails: C.P. 404, Youville, Mtl. H2P 2V6. FRANCHISE à vendre, territoire déjà établi et protégé, produits exclusifs de quincaillerie. 491-0665. FRANCHISE DE DISTRIBUTION Territoire disponible dans plusieurs régions du Québec. - Produits exclusifs en fibre de verre pour toiture sur le marché depuis 40 ans. - Support de marketing et de publicité. - Joignez-vous à une équipe gagnante. Capital requis \$20,000 Veuillez contacter Usine Les Tulipes Europe Ltée, 4025 C. Boul. Lévesque, Laval, H2E 4A2, 514-844-6668 ou 765-5480 IMMOBEC INC. courtier en immobilier, offre aux agents immobiliers d'expérience, la possibilité d'ouvrir leur propre succursale. Permis de courtier non requis, plusieurs territoires encore disponibles à Montréal et dans les environs. Lucien Pichereau courtier, 464-0500 ou soir: 467-3126	710 OCCASIONS D'AFFAIRES INVESTISSEMENT IMMOBILIER Entreprise établie depuis 10 ans recherche investisseur pour plusieurs projets, rendement 20% annuel et plus, minimum \$100,000. Info. 521-3135. MAGOG ORFÈVRE: hôtel motel avec services connexes complets, renseignements sur rendez-vous. Réjean Lapierre (819) 565-8181 TRUST GENERAL, COURTIER OPPORTUNITÉ offerte, due à notre exposition, à un associé actif de détenir \$25,000 et plus de capital-action, salaire et partage des bénéfices, dans compagnie jeune et dynamique, bien établie, se diversifiant dans plusieurs domaines de l'automobile. Devra avoir connaissances du milieu de l'automobile, rentabilité assurée, projet exécutif. 355-3637. Pour gens sérieux seulement Nouveau concept de services dans automobiles. Nouvelle compagnie recherche associés actifs ou non avec connaissances du milieu de l'automobile, rentabilité assurée, projet exécutif. 355-3637. PERSONNE dynamique, honnête avec capital. On a déjà contrats internationaux en moins, domaine import-export-trading. Possibilités illimitées. Références nécessaires. 322-3439 laissez messages.	712 ASSOCIES DEMANDES ASSOCIES avec 500 000\$ et plus pour projets exclusifs. 722-4768 INFORMATIQUE SPECIALISE EN PHARMACIE Recherche associé actif (vente), investissement requis, confidentialité assurée. Appelez ou écrivez: M. Racine, Logimic Inc., 10 329 St-Laurent, Montréal, H3L 2P1, 381-9906. INVESTISSEUR demandé, projet hors du commun. 272-1210. PERSONNE dynamique, honnête avec capital. On a déjà contrats internationaux en moins, domaine import-export-trading. Possibilités illimitées. Références nécessaires. 322-3439 laissez messages. RESTAURANT Gérant d'expérience en pâtisserie possédant de plusieurs trophées annuels serait intéressé à prendre gerance ou association. 468-1270	717 SERVICES SPECIALISES FAX - TELEX Récipiendaire du "Prix de Meilleur Commerce". TELEPUBLIC INC., 861-3841 PUBLICITE Toutes formes, peu dispendieuses, pour PME, Gilles 842-3942
710 OCCASIONS D'AFFAIRES PARTEZ VOTRE COMMERCE Possibilité de bénéfices net de \$50,000 et plus par année. Réagencier de produits décoratifs pour la maison recherche un concessionnaire exclusif dans votre région. Votre nouveau commerce peut être celui de votre maison sans aucun investissement et avec un investissement minimum que \$5,950. Pour plus d'informations téléphonez à: M. Peter (514) 337-7394	710 OCCASIONS D'AFFAIRES FRANCHISE DE DISTRIBUTION Territoire disponible dans plusieurs régions du Québec. - Produits exclusifs en fibre de verre pour toiture sur le marché depuis 40 ans. - Support de marketing et de publicité. - Joignez-vous à une équipe gagnante. Capital requis \$20,000 Veuillez contacter Usine Les Tulipes Europe Ltée, 4025 C. Boul. Lévesque, Laval, H2E 4A2, 514-844-6668 ou 765-5480 IMMOBEC INC. courtier en immobilier, offre aux agents immobiliers d'expérience, la possibilité d'ouvrir leur propre succursale. Permis de courtier non requis, plusieurs territoires encore disponibles à Montréal et dans les environs. Lucien Pichereau courtier, 464-0500 ou soir: 467-3126	712 ASSOCIES DEMANDES VENEZUELA. Compagnie établie à Montréal et au Venezuela cherche investisseurs sérieux pour projets très rentables. Info. 397-0728 MICHEL HENRI 844-9500	714 FRANCHISES MICRO-DIFFUSION FRANCHISES DE CENTRE DE MICRO-ORDINATEUR Joignez-vous à un secteur de pointe en pleine croissance. Avantages. Investissement minime. Rentabilité. Bons sites disponibles. Informations: 272-8543 89832 - 8 714	725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT BAS PRIX: Impôts \$10, comptable Enrg. 1975, tenue livres, 270-9762 COMPTABILITE, Impôt de compagnie, bilan, G. Bolvin 669-4098 DECLARATIONS d'impôts aux particuliers bas prix. 487-1095 soir IMPOT, particulier, cle, tenue de livres, service à domicile. 523-4878 IMPOTS, particuliers, professionnels, retraités. Infoval Enr. 664-3149 LE TEMPS DE L'IMPOT L.T.E.E. Est à la recherche de spécialistes en déclarations d'impôts pour la saison du printemps 88. Les candidats avec de l'expérience seront préférés. Pour plus d'informations, veuillez communiquer au: 484-1750 ou 484-1062. R. GALPEAU et associés, Impôts, tenues de livres, succession, 722-1759, 722-5904.
710 OCCASIONS D'AFFAIRES ARGENT COMPANT PROFITS ELEVES ARGENT COMPANT, prêts élevés. Bons taux, clients et fournisseurs. M. LEMIRE, 494-2727 DISTRIBUTRICES MURALES REFRIGERIEES les plus performantes, avec panneaux d'art décalqués. Mères de possesseurs! Bureaux, banques, salles de personnel, magasins, etc. partout où les grosses machines ne sont pas investies. Investissement total 14 975\$. Occasion lucrative. Concept éprouvé. Pour recevoir notre brochure de 10 pages en couleurs, appelez dès aujourd'hui. Centre de la création des petites entreprises. (514) 861-6111 81833 - 8 718	712 ASSOCIES DEMANDES ASSOCIE motivé recherché. Expérience vente indispensable. Système d'alarme étanche, centre de surveillance. 381-8456 ASSOCIES actifs, capital naturel, capital requis 20,000\$. Inf. 661-7141 CAPITAL disponible pour association active dans entreprise rentable désirant prendre expansion ou soldatier part de marché, \$100,000 à \$200,000 pour prise de position minimale de 50%. M. Beaudoin, 418-839-7610. COMPAGNIE ETABLIE Recherche associée(s) pour développement d'une nouvelle activité d'entreprise. Connaissance de la TELEMATIQUE et du domaine de l'AGRICULTURE souhaitable. Capital action négociable. Ecrire C.P. 1650, Bertierville, J0K 1A0	715 SERVICES FINANCIERS CAPITAL de risque disponible, prêt commercial et industriel, prêt sur révétable. M. Robert 252-9648 ENTREPRISES MITRA L.T.E.E. Capital de risque. Planification financière et fiscale. Tel. 875-9992 FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. DENCOL MIT - 342-1356	717 SERVICES SPECIALISES CONVERSION Rubans à pistes à PC Traitement de textes Flagstaff 670-2535	735 L'IMMOBILIER MAISON bien située et terrain adjoignant en option, idéal pour professionnels. 11499 Notre-Dame est, 195,000\$. Notaire Céline Michaud, 321-6124.

UNE DESTINATION

LE SALON INTERNATIONAL DE LA FRANCHISE 1988

LE PALAIS DES CONGRÈS DU 29 AVRIL AU 2 MAI 1988

PRÉSENTÉ PAR L'ASSOCIATION DES FRANCHISEURS DU QUÉBEC ET LE GROUPE PROMEXPO INC.

POUR INFORMATIONS (514) 527-9221

CRÉATIVITÉ

ATELIER DE FORMATION

25, 26, avril et le 20 mai 1988 de 9:00 à 17:00

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER?

- les dirigeants
- les cadres
- les professionnels

qui ont besoin de pistes de solutions nouvelles et réalistes dans leur travail individuel et d'équipe

OBJECTIFS

Cet atelier a pour but

- d'initier à certaines techniques de créativité de groupe
- de faciliter l'acquisition d'attitudes propres à favoriser l'émergence de la créativité en milieu de travail

Le nombre d'inscriptions est limité. Communiquez sans tarder avec:

Service aux entreprises 343-5863

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

LES FEMMES DANS L'ORGANISATION

ATELIER DE FORMATION

18, 25 avril et 2 mai 1988 14:00 à 17:00

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER

Toute femme travaillant dans une entreprise qui désire faire le point sur sa situation actuelle et mesurer ses chances de progrès dans une organisation

Cet atelier de formation poursuit des

Objectifs institutionnels

- assurer une plus grande équité en matière d'emploi
- faciliter la promotion des femmes dans l'organisation
- promouvoir le goût de relever des défis

Objectifs personnels

- préciser ses objectifs professionnels
- se familiariser avec la dynamique des organisations
- percevoir les objectifs et attentes de l'entreprise
- confronter ses objectifs personnels aux attentes organisationnelles
- définir un plan de carrière réaliste

Le nombre d'inscriptions est limité. Communiquez sans tarder avec:

Service aux entreprises 343-5863

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

Simpson

SERVICE DE DÉCLARATIONS

IMPÔT

COMPOSEZ 284-4112

Exploitant: Le Temps de l'Impôt, Limitée

DÉJEUNERS D'AFFAIRES

Hostellerie Les Trois Milleuls

(514) 584-2231

SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

RELAIS & CHATEAUX

L'art du bien recevoir.

Table d'hôte midi et soir

Rive Gauche

Beloil

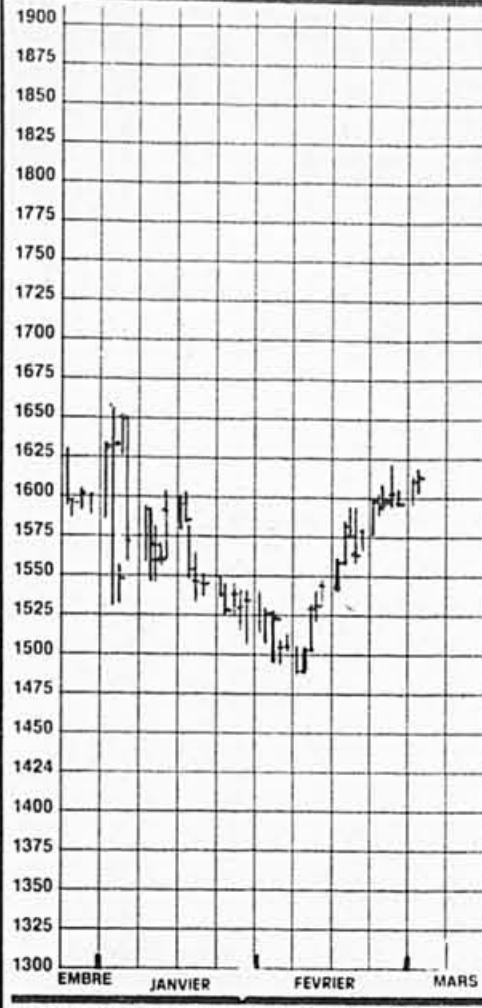
(514) 467-4650 (Sortie 112, Route 20)

MONTREAL

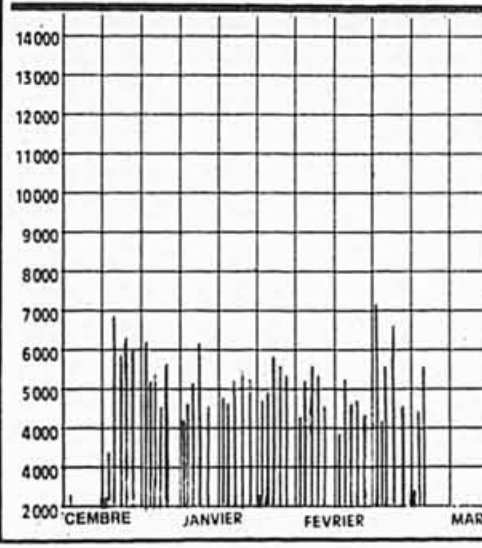
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Haut: 1621,71
Fermeture: 1612,10
Bas: 1607,45

(Indice canadien 25 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 6 656 000



INDICES DE MONTREAL

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), MINÉRAUX (XCM), HYDRO CARB. (XCO), etc.

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué S: f = actions non votantes, a = votes limités ou retraits; u = titre négocié en dollars US; Z = lot irrégulier.

Table A/B: ACO, ACI, AMCA, etc.

Table C/D: CAE Ind, CBK, CCL, etc.

Table E/F: Echo Bay, Ebor, etc.

Table G/H: GTC Trans, Galac, etc.

Table I/J: IRL, etc.

Table K/L: Kautel, etc.

Table M/N: M Corp, etc.

Table O/R: Oue Tel, etc.

Table P/Q: P&S, etc.

Table R/S: RSC, etc.

Table T/U: T&E, etc.

Table V/W: V&V, etc.

Table X/Y: X&X, etc.

Table Z: Z&Z, etc.

Table A/B: ACO, ACI, etc.

Table C/D: CAE Ind, CBK, etc.

Table E/F: Echo Bay, Ebor, etc.

Table G/H: GTC Trans, Galac, etc.

Table I/J: IRL, etc.

Table K/L: Kautel, etc.

Table M/N: M Corp, etc.

Table O/R: Oue Tel, etc.

Table P/Q: P&S, etc.

Table R/S: RSC, etc.

Table T/U: T&E, etc.

Table V/W: V&V, etc.

Table X/Y: X&X, etc.

Table Z: Z&Z, etc.

Table A/B: ACO, ACI, etc.

Table C/D: CAE Ind, CBK, etc.

Table E/F: Echo Bay, Ebor, etc.

Table G/H: GTC Trans, Galac, etc.

Table I/J: IRL, etc.

Table K/L: Kautel, etc.

Table M/N: M Corp, etc.

Table O/R: Oue Tel, etc.

Table P/Q: P&S, etc.

Table R/S: RSC, etc.

Table T/U: T&E, etc.

Table V/W: V&V, etc.

Table X/Y: X&X, etc.

Table Z: Z&Z, etc.

NEW YORK

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Haut: 2086,87
Fermeture: 2070,46
Bas: 2048,57

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 201 080 000

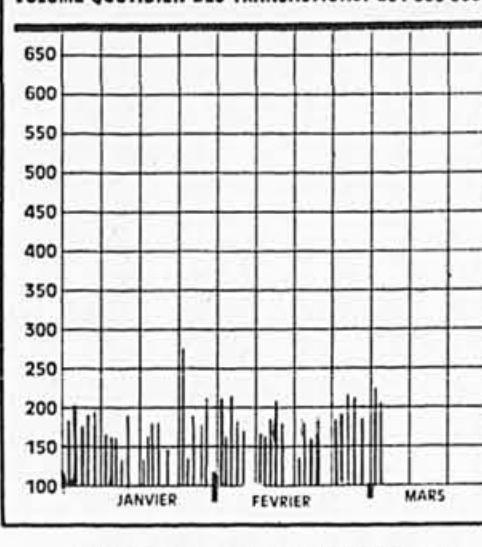


Table A/B: ACO, ACI, etc.

Table C/D: CAE Ind, CBK, etc.

Table E/F: Echo Bay, Ebor, etc.

Table G/H: GTC Trans, Galac, etc.

Table I/J: IRL, etc.

Table K/L: Kautel, etc.

Table M/N: M Corp, etc.

Table O/R: Oue Tel, etc.

Table P/Q: P&S, etc.

Table R/S: RSC, etc.

Table T/U: T&E, etc.

Table V/W: V&V, etc.

Table X/Y: X&X, etc.

Table Z: Z&Z, etc.

Table A/B: ACO, ACI, etc.

Table C/D: CAE Ind, CBK, etc.

Table E/F: Echo Bay, Ebor, etc.

Table G/H: GTC Trans, Galac, etc.

Table I/J: IRL, etc.

Table K/L: Kautel, etc.

Table M/N: M Corp, etc.

Table O/R: Oue Tel, etc.

Table P/Q: P&S, etc.

Table R/S: RSC, etc.

Table T/U: T&E, etc.

Table V/W: V&V, etc.

Table X/Y: X&X, etc.

Table Z: Z&Z, etc.

Table A/B: ACO, ACI, etc.

Table C/D: CAE Ind, CBK, etc.

Table E/F: Echo Bay, Ebor, etc.

Table G/H: GTC Trans, Galac, etc.

Table I/J: IRL, etc.

Table K/L: Kautel, etc.

Table M/N: M Corp, etc.

Table O/R: Oue Tel, etc.

Table P/Q: P&S, etc.

Table R/S: RSC, etc.

Table T/U: T&E, etc.

Table V/W: V&V, etc.

Table X/Y: X&X, etc.

Table Z: Z&Z, etc.

Table A/B: ACO, ACI, etc.

Table C/D: CAE Ind, CBK, etc.

Table E/F: Echo Bay, Ebor, etc.

Table G/H: GTC Trans, Galac, etc.

Table I/J: IRL, etc.

Table K/L: Kautel, etc.

Table M/N: M Corp, etc.

Table O/R: Oue Tel, etc.

Table P/Q: P&S, etc.

Table R/S: RSC, etc.

Table T/U: T&E, etc.

Table V/W: V&V, etc.

Table X/Y: X&X, etc.

Table Z: Z&Z, etc.

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes COMPOSE, INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, etc.

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes COMPOSE, INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, etc.

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes COMPOSE, INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, etc.

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes COMPOSE, INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, etc.

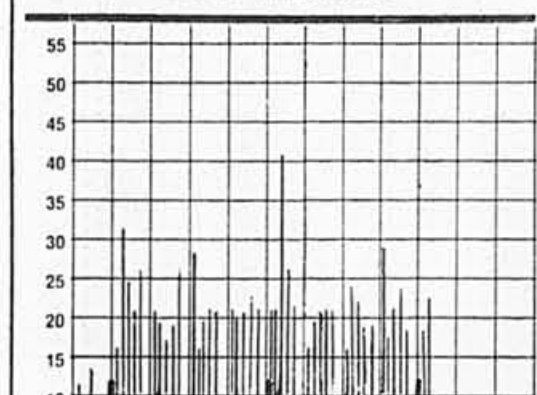
Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes COMPOSE, INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, etc.

TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ



VOLUME QUOTIDIENS DES TRANSACTIONS: 22 816 000



INDICES DE TORONTO

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes 300 Composite, Financial Services, Metals and Minerals, Oil and Gas, and Industrial.

SOUS INDICES DE TORONTO

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes Paper, Consumer Goods, Real Estate, and Transportation.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various sub-indices like A/B, A/C, A/D, A/E, A/F, A/G, A/H, A/I, A/J, A/K, A/L, A/M, A/N, A/O, A/P, A/Q, A/R, A/S, A/T, A/U, A/V, A/W, A/X, A/Y, A/Z.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

VANCOUVER

VOLUME: 12 800 000

INDICE GÉNÉRAL FERMETURE: 1076,76 +4,31

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

Table with 4 columns: Index Name, Current Value, Change, and Previous Value. Lists various market indices and their performance.

VANCOUVER

suite de la page D6

Table with columns: Ventes, Achats, Hausse, Baisse, Fermé, etc. for various stocks.

O/P

Table with columns: Ouvre, Pénurie, etc. for various stocks.

U/Z

Table with columns: Upride, Zdown, etc. for various stocks.

O/R

Table with columns: Ouvre, Récupère, etc. for various stocks.

FONDS MUTUELS

Large table listing various mutual funds with columns: Nom, Ventes, Hausse, Baisse, etc.

MARCHÉ DES OPTIONS — (Chicago)

Table listing options market data for various stocks and indices, including call and put options.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Table listing offers and demands for various stocks in Toronto, including company names and prices.

LES METAUX

Table listing metal prices for various commodities like copper, zinc, and aluminum.

AMERICAINE

Table listing American stock market data and indices.

INDICES STANDARD & POOR

Table listing Standard & Poor's indices for various markets.

OPTIONS SUR L'OR

Table listing gold options market data.

ALUMINIUM

Table listing aluminum market data and prices.

ALUM. (qualité supérieure)

Table listing high-quality aluminum market data.

ALUM. (qualité sup.) (dollars)

Table listing high-quality aluminum prices in dollars.

NICKEL (dollars)

Table listing nickel market data and prices.

DENRÉES AGRICOLES

Table listing agricultural commodity prices for various products like wheat, corn, and soybeans.

OPTIONS SUR LE PLATINE

Table listing platinum options market data.

VALEURS DES ACTIFS

Table listing active values for various companies and funds.

MINES ET PÉTROLES (OFFRE ET DEMANDE À TORONTO)

Table listing offers and demands for mining and petroleum stocks in Toronto.

Advertisement for '285-7111 LES ANNONCES CLASSÉES' with a phone number and a small graphic.

Nette amélioration des résultats de la Royale et de la BNE

■ Deux grandes banques canadiennes, la Royale (première pour l'importance de ses actifs) et la BNE (Banque de Nouvelle-Écosse, au quatrième rang) ont annoncé hier une nette amélioration de leurs résultats financiers au premier trimestre de leur exercice.

Ainsi, la Banque Royale déclare un revenu net de \$154 millions pour les trois mois en question, chiffre qui représente une hausse de 36 p. cent par rapport aux \$113 millions observés au trimestre correspondant l'an dernier. Le bénéfice par action, pleinement dilué, atteint \$1,07 cette année, contre 82 cents l'an dernier.

Les chiffres du premier trimestre ont été calculés conformément aux nouvelles directives de comptabilisation des pertes sur prêts, récemment émises par le Surintendant des institutions financières.

Afin de faciliter la comparaison, les résultats des périodes précédentes ont été redressés sur la même base. À compter du présent exercice, la provision pour pertes sur prêts imputée directement aux revenus correspondra aux pertes réelles

réelles sur prêts pour la période considérée.

Jusqu'à présent, cette provision était basée sur une formule permettant de calculer la moyenne des pertes sur prêts sur une période de cinq ans. Les nouvelles directives s'adressent à toutes les banques, et affectent négativement leurs résultats.

Trois autres banques (Toronto-Dominion, Montréal et Nationale) ont déjà annoncé des résultats inférieurs à ceux de l'an dernier. La Royale et la BNE sont les deux premières à annoncer des progressions. La sixième grande banque, la Commerce, doit annoncer ses résultats un peu plus tard cette semaine.

Par ailleurs, l'actif de la Royale atteignait \$101,8 milliards à la fin du trimestre, ce qui représente une progression de \$800 millions sur le trimestre précédent (le dernier de l'exercice 1987) et de \$1,4 milliard par rapport à la même date un an plus tôt.

La banque souligne par ailleurs que le rendement de l'actif moyen, un des instruments de mesure les plus couramment

utilisés pour mesurer la rentabilité d'une banque, est en nette progression. Il s'établit en effet à 0,60 p. cent (autrefois dit, chaque tranche de \$100 d'actif a rapporté un rendement de 60 cents), contre 0,51 p. cent au trimestre précédent et 0,45 p. cent un an plus tôt.

Banque de Nouvelle-Écosse

De son côté, la Banque de Nouvelle-Écosse annonce que son bénéfice net se situe à \$126 millions pour le trimestre, en légère progression par rapport aux \$122 millions de l'an dernier. Le bénéfice par action ressort à 72 cents, contre 71 cents au trimestre correspondant l'an dernier. Le rendement sur l'actif moyen se situe à 0,72 p. cent, contre 0,68 p. cent au trimestre précédent. En fin de trimestre, l'actif de la BNE atteignait \$67 milliards, en progression de 3,2 p. cent sur les \$65,2 milliards de l'an dernier.

Les résultats du courtier en valeurs mobilières McLeod Young Weir, acquis récemment par la BNE, ne sont pas inclus dans les chiffres publiés hier, la transaction n'étant pas encore finalisée.

Federated: on attend une surenchère de Campeau

AFP, REUTER
CINCINNATI

■ On s'attend à ce que le financier torontois Robert Campeau fasse encore monter les enchères dans la course à l'acquisition de Federated Department Stores, maintenant que le groupe Macy a soumis une offre à \$73,80 US l'action contre \$68 US pour Campeau Corporation.

Le groupe de distribution américain R.H. Macy and Co. s'est lancé à son tour dans la bataille pour le contrôle de la chaîne de magasins Federated Depart-

ment Stores Inc., avec une offre de \$6,6 milliards, qui dépasse largement celle du groupe canadien Campeau (\$6,1 milliards). A Toronto, M. Campeau a émis une déclaration dans laquelle il affirme que l'offre de Macy n'est pas concurrentielle.

L'offre de Macy's a provoqué à Wall Street une nouvelle hausse du titre Federated qui s'échangeait en milieu de journée à \$67,875 US, en progression de \$1,50 par rapport à son cours de lundi soir. Mais certains analystes prévoient que M. Campeau va renchérir une fois de plus et qu'il pourrait l'emporter au fil d'arrivée.

Si une fusion intervenait entre Macy et Federated et qu'elle échouait, Federated devrait verser un dédommagement allant jusqu'à \$45 millions US à Macy.

Le conseil d'administration de Federated s'est réuni lundi soir mais ne s'est prononcé sur aucune des deux offres. Il attend maintenant de recevoir les offres définitives des deux concurrents, a indiqué un porte-parole de ce groupe, M. Carol Sanger.

De son côté, le groupe Campeau a affirmé qu'il allait étudier une nouvelle proposition.

Métro-Richelieu a créé une équipe pour suivre l'évolution du dossier Steinberg

MICHEL VAN DE WALLE
de la Presse Canadienne

■ Métro-Richelieu a mis une équipe sur pied pour examiner les divers scénarios à la suite de la mise en vente des magasins d'alimentation Steinberg.

«N'importe qui dans l'alimentation doit être prêt. C'est probablement le dossier du siècle parce qu'au Québec, il ne pourra plus tellement y en avoir d'autres», a déclaré hier le président de Métro-Richelieu, Jacques Maltais, à l'issue d'une allocution devant la Chambre de commerce de Montréal.

Il a précisé que son groupe de travail attendait maintenant les informations pertinentes de la firme McLeod, Young, Weir qui a été mandatée par la direction de Steinberg pour organiser la mise en vente du secteur alimentaire. «Nous verrons après quelle stratégie nous suivrons. Mais actuellement, il n'y a rien de concret.»

Le président de Métro-Richelieu a signalé qu'il n'avait eu aucune discussion avec ses concurrents Provigo et IGA au sujet de Steinberg. Interrogé sur l'hypothèse que les 119 supermarchés Steinberg au Québec puissent être partagés entre les trois autres grands de l'alimentation, M. Maltais a paru embarrassé avant de finalement refuser «de répondre à cette question parce que ça aurait trop d'implications».

Il a signalé que plusieurs aspects du dossier Steinberg demeurent encore obscurs. Il devait cependant ajouter que «la stratégie de Steinberg semble de vouloir démanteler l'entreprise au niveau alimentaire. Ce qu'on lit, c'est qu'ils veulent vendre par morceau. Nous allons nous assurer qu'on peut avoir une stratégie où on peut absorber certains magasins. Mais tout le monde est encore dans l'inconnu.»

M. Maltais assure aussi qu'il n'a pas eu de contacts directs avec la direction de Steinberg non plus qu'avec la Caisse de dépôt et placement du Québec qui a manifesté à diverses reprises le souhait de s'associer à des acheteurs potentiels.

Quant à la capacité financière de Métro-Richelieu d'acquiescer des éléments de Steinberg, M. Maltais assure que cela ne ferait aucun problème. Il a évoqué la possibilité d'avoir un partenaire et il a rappelé l'exemple de l'acquisition de Super Carnaval par Métro-Richelieu, une opération de \$135 millions qui a été réalisée en 10 jours.

À propos de la valeur des supermarchés Steinberg, M. Maltais ne veut pas se prononcer mais il affirme que «certains éléments ne valent pas cher.» Quant à la possibilité qu'une firme ontarienne comme Loblaw's achète Steinberg, M. Maltais n'y croit guère. «Les opérations de Steinberg au Québec n'étaient pas les plus profitables, a-t-il affirmé. Je ne vois pas pourquoi quelqu'un de l'Ontario viendrait acheter cela.»

Selon M. Maltais, Métro-Richelieu occupe environ 30 p. cent du marché québécois, derrière Provigo qui en détient environ 32 p. cent. De son côté, Steinberg occupe à peu près 23 p. cent tandis qu'IGA serait à 12 p. cent. En cas d'achat au complet par Provigo ou Métro-Richelieu, M. Maltais reconnaît que cela pourrait poser des problèmes au regard de la loi fédérale antimonopole. Cependant, ajoute-t-il, la réduction de quatre à trois grands joueurs au Québec dans l'alimentation ne ferait pas difficulté puisque c'est cette situation qui prévaut en Ontario, avec trois grandes chaînes.

Enfin, dans son allocution devant la Chambre de Commerce, M. Maltais s'est fait l'apôtre de la

collaboration entre entreprises concurrentes. Il estime qu'il faut «développer une certaine solidarité entre les entreprises», surtout dans la perspective du libre-échange avec les Américains. Cet accord doit faire prendre conscience aux compagnies québécoises qu'elles doivent être concurrentielles à l'échelle internationale.

«Un des meilleurs moyens d'y parvenir, c'est de regrouper nos forces, de façon à développer ensemble des moyens qui nous permettront d'améliorer notre compétitivité.» Parmi les formes de collaborations possibles, M. Maltais a évoqué la mise en commun de l'expertise de plusieurs firmes autour de grands projets.

SEULEMENT 995. \$

APEX par EPSON

COMPUTERWAY

OFFRE SPECIALE
Imprimante Apex-80
Seulement 275 \$
Avec achat d'un ordinateur APEX

Caractéristiques standards de l'APEX:

- Microprocesseur 8088-2 deux vitesses (4.77/8 MHz)
- 512 Kb. possibilité de 640 Kb
- Une unité de disque souple 360 Kb
- Sortie vidéo monochrome de type AT
- Moniteur TTL
- Port parallèle intégré
- MS-DOS 3.2
- GW-BASIC
- Garantie limitée de 1 an

IMPRIMANTES EPSON à partir de 175 \$

RUBANS, DISQUETTES EPSON ET PAPIER

Ordinateurs EQUITY DE EPSON Appelez-nous \$

COMPUTERWAY
DIVISION D'EPSON CANADA LTÉE

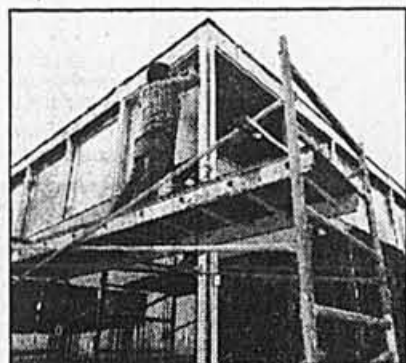
1406 boul. Taschereau Rive-Sud
(514) 466-9355
1,7 Km. à l'Ouest du pont Jacques-Cartier

IBM est une marque de fabrique de International Business Machines

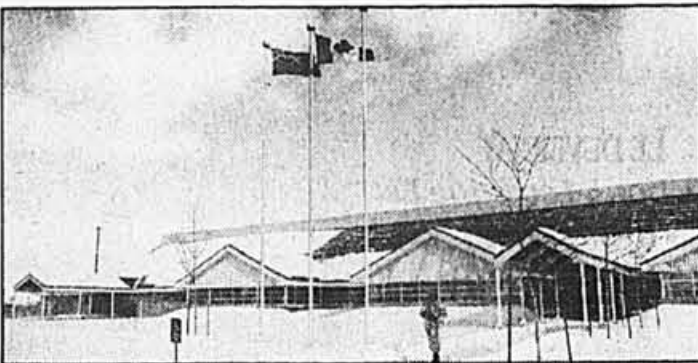
HYUNDAI: CONSTRUCTIONS, EMPLOIS, INVESTISSEMENTS AU CANADA.



Usine d'automobiles à Bromont (Québec). Investissement: 324 000 000\$. Emplois: 1200. Capacité: 100 000 véhicules par année. Début de la production: décembre 1988.



Entrepôt de pièces à Richmond (C.B.). Inauguration: mai 1988.



Usine de fabrication de pièces à Newmarket (Ontario). Investissement: 20 000 000\$. Emplois: 100. Début de la production: mars 1988.



Complexe siège social et entrepôt de pièces à Markham (Ontario). Ouvert depuis juillet 1987.

Un engagement total envers notre présente et future clientèle d'automobilistes.

Nous offrons aux propriétaires de voitures Hyundai 1985 à 1987 un programme unique de Consolidation de la qualité. Il permet aux concessionnaires de réparer ou de remplacer (à nos frais) toute pièce mentionnée dans une liste de plus de 100 éléments qui pourraient nécessiter une attention particulière maintenant que ces voitures ont plus d'expérience routière. Aucuns frais pour les pièces ou la main-d'oeuvre. Tous les détails

chez les concessionnaires Hyundai.

À l'acheteur ou acheteuse d'une Excel 1988, nous offrons une nouvelle garantie qui se compare avantageusement aux meilleures propositions de l'industrie: garantie complète 2 ans/40 000 km des véhicules neufs et garantie 5 ans/100 000 km des éléments principaux. Rien de caché, rien à déduire. Quand Hyundai promet de la qualité, elle ne joue pas sur les mots!

ON S'INSTALLE À DEMEURE. AVEC FIERTÉ.

HYUNDAI
Hyundai Auto Canada Inc.

L'aluminerie de Norks Hydro: le projet progresse

ROBERT LEFEBVRE
de la Presse Canadienne
OSLO

À peu près tous les éléments sont réunis pour que le Québec accueille bientôt une nouvelle aluminerie de l'ampleur de celle construite à Bécancour par le groupe Pechiney.

Cette fois, le leader technologique du projet serait Hydro Aluminium, filiale de la toute puissante firme norvégienne Norsk Hydro, avec laquelle le gouvernement du Québec entretient des discussions depuis maintenant trois ans.

La Société générale de financement (SGF), qui a pris le dossier en mains, cherche présentement à réunir des partenaires dans ce projet qu'elle évalue à \$1,3 mil-

liard et qui devrait être réalisé à Sept-Îles. Le projet devrait être annoncé d'ici six mois, selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, Daniel Johnson, qui séjourne en Norvège pour faire avancer ce dossier. M. Johnson a commencé en Norvège une tournée européenne de deux semaines qui le conduira dans six autres pays.

Les pourparlers vont bon train avec trois autres entreprises fortement intéressées, une nord-américaine, une européenne et une japonaise.

Confiance

Alors qu'il visitait hier l'aluminerie de Karmoy, à l'ouest d'Oslo, propriété d'Hydro Aluminium, qui est la plus importante en Europe de l'Ouest, le ministre Daniel Johnson a reçu l'assurance

du responsable de l'usine que l'entreprise était fortement intéressée à exporter sa technologie au Québec.

Après quelques entretiens qu'il a eus en privé avec les dirigeants d'Hydro Aluminium et de Norsk Hydro depuis son arrivée en Norvège, lundi, le ministre Johnson dit avoir été rassuré quant à la confiance que ces gens mettent dans le Québec pour y investir dans une aluminerie.

«La confiance réciproque a monté d'un cran», a confié M. Johnson.

L'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis est un élément qui joue en faveur du Québec pour l'implantation de cette aluminerie, a indiqué M. Johnson.

Ses efforts portent aussi sur les possibilités de transformer sur

place l'aluminium produit. C'est ce que fait dans une très grande mesure l'aluminerie de Karmoy. La transformation permet de doubler le nombre des emplois.

La région de Sept-Îles serait le site idéal pour l'implantation de cette aluminerie, selon M. Johnson, car il offre tous les avantages pour l'exportation à cause de la voie fluviale. De plus, sa préoccupation est d'assurer le développement économique de la Côte-Nord.

Le plus sérieux compétiteur serait le Venezuela, qui offre son électricité à un prix ridiculement bas, mais les investisseurs craignent l'expropriation par l'État après quelques années, explique M. Louis Riopel, vice-président de la SGF, qui accompagne le ministre Johnson dans cette tournée norvégienne.

AVIS LÉGAUX - APPEL D'OFFRES -
SOUSSIONS - ENCANS



Commission
de la Capitale nationale

National Capital
Commission

APPEL D'OFFRES

N/réf.: CA87-591
Construction et l'entretien d'hiver
Sentiers de randonnée — 3 années
Parc de la Gatineau

Les soumissions scellées portant le numéro de référence susmentionné et adressées comme suit:

Agent d'acquisition principal
Commission de la Capitale nationale
161, avenue Laurier ouest
13e étage
Ottawa-Hull
K1P 6J6
Tél.: 239-5275

seront reçues jusqu'à 15 heures (heure locale en vigueur) le jeudi 24 mars 1988.

Les plans, devis et autres documents sont disponibles sans frais, à l'adresse précitée (entre 7 h 30 et 16 heures).

La Commission de la Capitale nationale ne s'engage à accepter aucune soumission, même la plus basse.

Canada

APPEL D'OFFRES

SÉNÉGAL

Électrification rurale de MBOUR
PETITE CÔTE - ANTENNES

1 Le gouvernement du Sénégal a obtenu une subvention de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) pour financer les marchés d'acquisition d'équipements et d'exécution de travaux nécessaires à la réalisation du projet d'électrification rurale de MBOUR/PETITE CÔTE - ANTENNES.

2 La Société Nationale d'Électricité du Sénégal (SENELEC), Agence d'exécution du projet, lance un appel d'offres auprès des firmes compétentes installées au Sénégal et au Canada, dont le capital actions est au minimum 51% sénégalais ou canadien et possédant de bonnes références pour la réalisation des travaux suivants:

Lot n° 1 Pose de 31,8 kilomètres de réseaux moyenne tension aériens (30 KV)

Lot n° 2 Pose de 32,5 kilomètres de réseaux basse tension aériens avec éclairage public

Lot n° 3 Pose de 33,8 kilomètres de réseaux basse tension aériens avec éclairage public

3 La langue de travail du projet est la langue française

4 Les firmes intéressées par cet avis, doivent répondre avec le modèle de dossier de soumission à retirer auprès de:

- La SENELEC, Direction de l'Équipement, Route des Pères Maristes à HANN, DAKAR (Sénégal) Tel. 21 88 40, Telex 21845 KARELEC SG.
- DESSAU & ASSOCIÉS INC. (Ingénieur Conseil du projet), 1080 Côte du Beaver Hall, 3e étage, Montréal (Québec) H2Z 1S8. Tel. (514) 876-3646, Telex 05-268873, à partir du 1er mars 1988, moyennant le paiement d'une somme de 55 000 F/CFA ou 250 dollars canadiens.

5 Toutes les offres devront être accompagnées d'une caution provisoire égale à 5% au moins du montant de la soumission.

6 Les soumissions seront déposées sous pli cacheté avec la mention visible extérieurement 'ELECTRIFICATION RURALE MBOUR/PETITE CÔTE - ANTENNES' au plus tard le 29 mars 1988, 18h00, à l'adresse suivante:

Monsieur le Directeur Général de la SENELEC
28, rue Vincens - BP 93, DAKAR (Sénégal)



Travaux publics Public Works
Canada Canada

APPEL D'OFFRES

LES SOUSSIONS CACHETÉES, visant le(s) entreprise(s) ou service(s) énuméré(s) ci-après, adressées, au Gestionnaire régional, politique et administration des contrats région du Québec, Travaux publics Canada, Complexe Guy-Favreau, 200 ouest, boul. Dorchester, tour est, 6e étage (si par courrier, pièce 702-14), Montréal (Québec) H2Z 1X4 seront reçues jusqu'à 15:00, à la date limite indiquée. On peut se procurer les documents de soumission par l'entremise du bureau de distribution à l'adresse précitée. Téléphone: 283-2497.

ENTREPRISE

Appel d'offres no 88M-451-0004-1
Projet no 601209

Pour: Revenu Canada — Douanes et Accise
Construction d'un nouveau poste frontalier
Commune Canada — États-Unis
NOYAN (Québec) — ALBURG (Vermont)

On peut consulter les documents de soumission aux bureaux de l'Association de la Construction à Montréal, Granby, Saint-Jean, Sherbrooke, Drummondville, Québec, Saint-Hyacinthe (Québec).

Date limite: le jeudi 31 mars 1988

Dépôt: 250,00\$

Informations générales: Tél.: (514) 283-2497 / 1198

Informations techniques: Tél.: (514) 283-6577

INSTRUCTIONS

Le dépôt afférent aux plans et devis doit être établi à l'ordre du Receveur général du Canada il sera remboursé sur retour des documents en bon état dans le mois qui suivra le jour de l'ouverture des soumissions.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Canada

la Baie
Corrections

Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter au cahier *Solde Retour du Printemps* (foto 2-1) publié par la Baie, le 2 mars 1988.

Page 3, Articles 1 à 4, délai. Articles 5 à 10, pas disponibles.

Page 4, Articles 3, 4, 7, 8 et 9, pas disponibles.

Page 5, Article 2, délai.

Page 6, Article 6, délai.

Page 7, Article 1, centre-ville, Dorval, Rockland et Place Vertu seulement.

Page 10, Articles E, délai.

Pages 12 et 13, Articles 3 à 33, délai.

Page 14, Article 3, n aurait dû lire 30\$ de rabais.

Page 15, Article 17, délai.

Page 18, Duos Renaissance, délai. Télé-couleur Sony, 35 cm, délai.

Page 19, Article 4 et primo, délai.

Page 21, Article 8, délai.

Page 22, Articles 3 et 4, délai.

Page 24, Article 6, sur commande seulement.

Page 25, Barbecue, photo du haut, à gauche, pas disponible. Article 3, centre-ville seulement.

Page 27, Article 1, pas à Chicoutimi, Article 2, pas à Chicoutimi, Rivière-du-Loup ou Val d'Or.

Page 29, Article 1, délai.

Page 30, Article 8, délai.

Page 31, Article 3, n aurait dû lire: 9,99.

La Baie s'excuse de ces contretemps.

Cession de greffe

Étude de Me Charles E. Poirier, notaire

Avis est par les présentes donné que Me Charles E. Poirier, exerçant autrefois au numéro 4032, de l'avenue du Parc-Lafontaine, à Montréal, a cessé sa pratique du notariat.

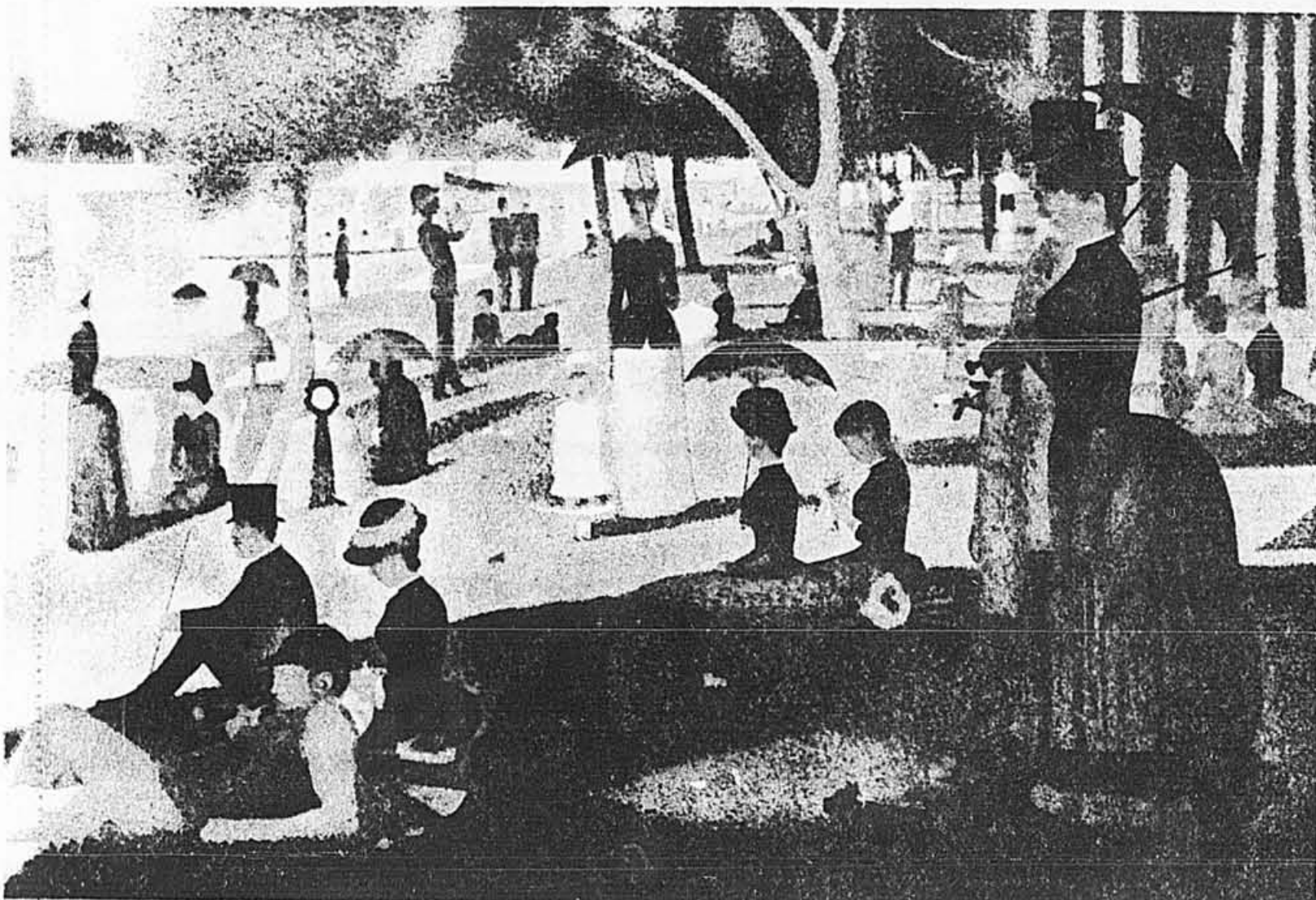
Avis est également donné que Me Michelle Ouellette, exerçant à Montréal, au numéro 4201 est, de la rue Sainte-Catherine (téléphone 255-8922) est en possession du greffe et des dossiers de Me Poirier.

L'étude du notaire Ouellette est ouverte du lundi au vendredi inclusivement, de 9 heures à 17 heures.

Suite des Avis légaux,
Appels d'offres,
Soumissions et Encans
en pages E 4 et E 6

LE DUVERNAY

pour personnes âgées



De tout temps,
les grands sites ont inspiré
les grands maîtres...

...Notre
chef-d'oeuvre

LE DUVERNAY

En bordure de la Rivière des Prairies.

Des logements
où tout a été pensé pour vous,
personnes âgées.

LE DUVERNAY
1850, boul. Lévesque Est
Ville de Laval
(514) 668-5186

Venez nous visiter.
Heures d'ouverture:
Du lundi au vendredi
de 10 heures à 19 heures.
Samedi et dimanche
de 12 heures à 17 heures.

Au Duvernay, vous retrouverez tous les services dont vous avez besoin.

OASIS DE LAVAL

LE DUVERNAY

MONT-CARMEL

LE GROUPE LONGPRÉ